

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère des Finances et de l'Economie

**BILAN ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERMES DE
L'ECONOMIE NATIONALE**

*Impacts des chocs extérieurs sur l'économie
nationale*

Edition 2004

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES	4
SYNTHESE	6
INTRODUCTION.....	10
CHAPITRE 1 : L'ECONOMIE BENINOISE DE 2000 A 2004.....	12
I. BILAN DE L'ECONOMIE DE 2000 A 2004	12
<i>I.1 le secteur réel.....</i>	<i>12</i>
I.1.1 La Production.....	12
I.1.2 Les emplois du PIB	18
<i>I.2 L'Inflation</i>	<i>20</i>
<i>I.3 Les finances publiques et la dette</i>	<i>21</i>
I.3.1 Les recettes publiques	21
I.3.2 Les dépenses publiques.....	22
I.3.3 La dette publique.....	23
I.3.4 Financement des opérations financières de l'Etat.....	24
<i>I.4 La Balance des Paiements</i>	<i>25</i>
<i>I.5 L'emploi</i>	<i>29</i>
II. IMPACT DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE SUR L'ECONOMIE NATIONALE.....	30
<i>II.1 Cadrage macroéconomique en 2003.....</i>	<i>31</i>
<i>II.2 Impact sur la production</i>	<i>34</i>
<i>II.3 Impact sur le secteur extérieur</i>	<i>34</i>
<i>II.4 Impact sur les finances publiques.....</i>	<i>35</i>
CHAPITRE 2 : PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE BENINOISE SUR LA PERIODE 2005-2007.....	38
I. SCENARIO1.....	38
<i>I.1 Hypothèses du scénario 1</i>	<i>38</i>
II. PRESENTATION DES HYPOTHESES ET ANALYSE DES RESULTATS DU SCENARIO 2.....	42
<i>II.1 Hypothèses du scénario 2</i>	<i>42</i>

<i>II.2 Résultats du scénario2</i>	43
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	48
BIBLIOGRAPHIE	52

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Variation des recettes suivant les projections et les réalisations</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 2: Variation des dépenses suivant les projections et les réalisations</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 3 : Encours de la dette</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 4 : Evolution de l'allègement PPTE de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 5 : Variation de la situation monétaire</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 6 : Hypothèses de projection de 2002 à 2004</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 7 : Résultats des projections en 2003</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 8: Taux de variation des cours réels suivant les hypothèses de projection</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 9 : Les réalisations macroéconomiques en 2003 et 2004</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 10 : Ecart entre les réalisations et les prévisions</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 11 : Résumé des principales hypothèses</i>	<i>39</i>
<i>Tableau 12 : Résumé des prévisions sur le PIB et les Opérations Financières de l'Etat</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 13 : Résumé des prévisions sur le Commerce Extérieur</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 14 : Situation Monétaire Intégrée</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 15: Résumé des hypothèses du scénario 2</i>	<i>43</i>
<i>Tableau 16: Résumé des principales prévisions sur le PIB et les opérations financières de l'Etat</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 17: Résumé des prévisions sur le commerce extérieur</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 18: Situation Monétaire Intégrée</i>	<i>45</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Evolution du taux de croissance réel de 2000 à 2004.....</i>	<i>12</i>
<i>Graphique 2 : Evolution de la production des secteurs de l'économie de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA).....</i>	<i>13</i>
<i>Graphique 3: Variation des agrégats du secteur réel en 2003.....</i>	<i>17</i>
<i>Graphique 4 : Variation des agrégats du secteur réel en 2004.....</i>	<i>18</i>
<i>Graphique 5: Evolution du taux d'inflation</i>	<i>20</i>
<i>Graphique 6: Evolution des recettes et dépenses de l'Etat de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA).....</i>	<i>23</i>
<i>Graphique 7: Evolution du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA).....</i>	<i>26</i>
<i>Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et du crédit à l'économie en milliards FCFA.....</i>	<i>27</i>
<i>Graphique 9 : Evolution de la masse monétaire et ses composantes de 2000 à 2004 (en milliards CFA).....</i>	<i>28</i>

LISTE DES ENCADRES

<i>Encadré 1: La nouvelle approche d'élaboration du PIB au sein de l'UEMOA</i>	<i>14</i>
<i>Encadré 2 : Le commerce intérieur, royaume de l'informel</i>	<i>17</i>
<i>Encadré 3 : Produits prohibés à l'importation au Nigeria.....</i>	<i>31</i>
<i>Encadré 4: Trois (03) étapes pour les activités de réexportation clandestine vers le Nigeria</i>	<i>36</i>
<i>Encadré 5: Liste des Sociétés agréées à exporter vers le Nigeria</i>	<i>39</i>
<i>Encadré 5: Liste des Sociétés agréées à exporter vers le Nigeria (suite).....</i>	<i>40</i>
<i>Encadré 6: Le commerce entre le Bénin et le Nigeria repose sur les activités de réexportation</i>	<i>45</i>

SYNTHESE

La présente édition du BIPEN vise à retracer le bilan et les perspectives de l'économie béninoise entre 2000 et 2004. Il met en exergue les impacts des chocs externes sur l'économie nationale tant au niveau du bilan qu'au niveau des perspectives.

En ce qui concerne le bilan, le document passe en revue le secteur réel, l'inflation, les finances publiques, la balance des paiements et l'emploi.

Au cours de la période, le secteur réel a été marqué par une baisse progressive du taux de croissance de l'économie nationale qui est passé de 6,2% en 2001 à 3,4% en 2004. Cette baisse du taux de croissance est imputable à plusieurs causes dont la chute des cours mondiaux du coton enregistrée sur la période et les mesures de politique économique dans les pays voisins, notamment le Nigeria.

En matière de contribution à la croissance, le secteur tertiaire a pris le pas sur le secteur primaire en terme de production tandis que le secteur secondaire a toujours gardé un niveau embryonnaire avec une évolution peu remarquable par rapport aux deux autres secteurs.

C'est la consommation finale qui a constitué la plus grande part des emplois du PIB. La propension moyenne à consommer a évolué autour d'une moyenne de 88,6% sur la période 2000 - 2004. Quant à l'investissement, sa part dans le PIB n'a pas connu une grande variation et est restée autour d'une moyenne de 12,5%.

Le plus haut niveau de l'inflation enregistré sur la période est de 4,2% en 2001. Cependant, depuis la mi 2002, le Bénin se retrouve bien en phase avec les normes communautaires en enregistrant des taux n'excédant pas 3%. Le taux d'inflation en 2004 est de 0,4 % et se trouve être le taux plancher sur la période sous revue.

En ce qui concerne les finances publiques, il faut noter que les recettes et les dépenses de l'Etat sont en hausse depuis 2000. Cependant en 2004, il a été noté un écart important entre les prévisions et les réalisations des recettes publiques. D'une prévision de 380,5 milliards de FCFA, les recettes effectivement réalisées se chiffrent à 351,4 milliards de FCFA. Cet écart important est

dû entre autres à la fiscalité de porte, qui a subi les répercussions des mesures protectionnistes du Nigeria. Les dépenses ont connu la même tendance, en liaison avec la morosité économique.

La balance commerciale est restée déficitaire sur toute la période sous revue. Ce déficit s'est cependant amélioré entre 2003 et 2004 du fait, entre autres, de la baisse des importations destinées à la réexportation. En ce qui concerne le solde global de la balance des paiements, il est marqué par une chute importante entre 2001 et 2003, passant de 129,3 milliards de FCFA à -135,1 milliards de FCFA. Cette baisse remarquable est le résultat d'une baisse au niveau de la plupart des postes de la balance des paiements.

La situation de l'emploi selon le dernier recensement montre que le taux d'activité global au Bénin est estimé à 63,8%¹. La répartition par genre indique un taux de 50,7% pour les hommes et de 49,3% pour les femmes. Ceci montre que la population active béninoise est à dominance masculine. Le taux de chômage est évalué à 0,68% et le secteur informel suppléé de plus en plus au secteur formel en terme de création d'emploi.

L'analyse de l'impact des chocs externes sur l'économie montre une chute des cours du dollar et du coton et une hausse des cours du baril du pétrole en 2003 et 2004. Cette situation est aggravée par les mesures protectionnistes prises par le Nigeria à l'encontre du Bénin en matière d'échanges commerciaux. Ce dernier choc a été par ailleurs, le plus remarquable avec ses répercussions sur le commerce de réexportation et la baisse concomitante des recettes de l'Etat.

Le cadrage macroéconomique qui a sous-tendu la Note d'Orientation du Budget de l'Etat exercice 2004 était fondé sur les hypothèses de prévision qui tablaient, pour 2003 et 2004, sur un dollar fort (même parité que l'Euro), un cours élevé du coton et un cours relativement faible du pétrole.

Malheureusement, à la fin des années 2003 et 2004, le dollar a connu une chute notable de son cours. Il en est de même pour le coton qui constitue le principal produit d'exportation du Bénin. Dans le même temps, le pétrole a enregistré une flambée de son cours sur le marché international, notamment vers la fin de l'année 2004. En conséquence, le taux de croissance de l'économie a perdu 0,6 point en 2003 et 0,5 point en 2004. La hausse du cours du pétrole a entraîné une augmentation de la valeur des importations, qui est passée à 8% en 2003 avant de

¹ Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-3)

fléchir de 9,5% en 2004 par rapport aux prévisions. Les exportations étaient restées pratiquement stables en 2003, mais elles ont enregistré une baisse de 11,8% en 2004. Au niveau des finances publiques, les réalisations se sont inscrites à -3,2% et -8,5% par rapport aux prévisions au titre des recettes fiscales de l'Etat respectivement en 2003 et 2004. Cette contre performance provenait en grande partie de la régie douanière qui a subi un taux de réalisation de moins de 8,1% en 2003 et de 15,9% en 2004.

Le bilan de l'économie nationale sur la période 2000 à 2004, a été complété par l'analyse des perspectives sur la période 2005-2007. Cette analyse a été faite sur la base de deux scénarii.

Le premier scénario, sur la période d'étude, est fondé sur les hypothèses d'une montée des cours du dollar américain, de la naira, du riz, de l'huile de palme, du pétrole ainsi qu'une baisse des cours du coton et un statu quo quant aux relations d'échanges entre le Bénin et le Nigeria. Les résultats de ce scénario montrent principalement, une baisse de la croissance de 0,3 point en 2005, une reprise de 1 point en 2006 suivie d'une baisse de 1,1 point en 2007. L'inflation enregistrerait une baisse de 2,3 points en 2005 par rapport à son niveau de 2004 avant de retrouver une tendance haussière en 2006 et une baisse en 2007, la pression fiscale s'inscrivant en hausse de 0,7 point en 2005 avant de fléchir régulièrement à partir de 2006.

Le second scénario table sur une baisse des cours du coton en 2005 suivie d'une stabilisation en 2006 avant de retrouver la tendance baissière en 2007, une reprise timide du taux de change euro/dollar (cotation à l'incertain) à partir de 2005; une remontée des cours de la naira liée à la remontée du dollar américain, une baisse progressive des cours du pétrole par rapport à leur niveau de 2005, une hausse légère des cours du riz, une évolution semblable des cours de l'huile de palme par rapport au scénario1, et l'amélioration des relations commerciales bénino-nigérianes. Les principaux résultats des simulations sur la base de ces hypothèses montrent principalement une hausse de 1,7 point du PIB réel en 2005 avant de retrouver une tendance baissière à partir de 2006, une baisse du niveau d'inflation en 2005 et 2007 avec une hausse en 2006 et une hausse de la pression fiscale qui suit la même tendance que le niveau d'inflation.

Il faut souligner que l'hypothèse de l'amélioration des relations commerciales bénino-nigérianes envisagée dans le scénario 2 pourrait être renforcée par la signature d'un accord entre les deux Etats. Suite à cette signature, le document fait ressortir que le meilleur comportement à adopter par les deux parties pour maximiser leur gain est le strict respect des règles établies.

A la suite de l'analyse des perspectives de l'économie nationale sur la période 2005-2007, des recommandations ont été formulées. Elles concernent notamment :

- ✚ la mise en place de mesures visant à l'amélioration des relations commerciales avec le Nigeria, étant donné l'impact négatif certain des mesures restrictives nigérianes sur l'économie nationale ;
- ✚ la mise en place des mesures visant à améliorer la compétitivité du Port de Cotonou étant donné le rôle important qu'il joue dans la mobilisation des ressources de l'Etat et sa position stratégique dans le développement des activités de transit et de service ;
- ✚ la poursuite et l'amélioration des mesures visant à assurer la diversification de l'économie afin de rompre avec la forte dépendance vis-à-vis du coton.

INTRODUCTION

Les diverses mesures de restructuration économique amorcées à la suite de l'historique Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation ont permis à l'économie nationale de retrouver un sentier de croissance continue sur une dizaine d'années. Le taux moyen de croissance a évolué de 4,1% sur la période 1990-1995 à 5,1% entre 1996-2002. Cependant, l'histoire du Bénin aura été marquée ces trois dernières années par des baisses successives de la croissance. Le contexte particulier de développement des activités économiques de par le monde et les contraintes dans la sous région ont pesé sur l'économie du pays. La capacité de production s'en est ressentie. Le Bénin, petit pays de l'Afrique de l'Ouest, est très sensible à l'évolution de l'environnement international. Depuis 1980, le coton a pris un véritable essor au Bénin et s'est imposé dès lors comme la principale production d'exportation du pays. Le PIB repose majoritairement sur le secteur cotonnier. Cependant, les cours de ce produit sont fixés sur les marchés mondiaux et leur évolution a un impact important sur la croissance économique nationale.

Il faut aussi noter que le Bénin est importateur de produits pétroliers. Ainsi, toute hausse des cours du baril de pétrole entraîne un relèvement des prix intérieurs. A cela, il faut ajouter que l'évolution des cours du dollar agit pour beaucoup dans les recettes d'exportation via les cours du coton. Elle agit également sur l'ensemble des importations libellées en dollar surtout les importations difficilement compressibles comme celles des produits pétroliers.

Il convient également de souligner que les finances publiques béninoises sont largement tributaires des relations commerciales que le Bénin entretient avec son Grand Voisin de l'Est. Une partie non négligeable des importations du Bénin est destinée à la réexportation vers ce pays. Une décision unilatérale du Nigeria par rapport aux échanges transfrontaliers peut avoir des impacts certains sur l'économie nationale.

Dans un contexte de fluctuation importante des cours des matières premières sur les marchés mondiaux et considérant le réchauffement récent des relations bénino-nigérianes en matière d'échanges transfrontaliers, il est nécessaire de s'interroger sur

l'impact des chocs exogènes sur l'économie nationale et cette interrogation constitue la préoccupation du présent document.

Le document est subdivisé en deux chapitres. Le premier chapitre dresse dans un premier temps, le bilan de l'économie nationale sur les quatre dernières années. Cette évolution est retracée par le biais des indicateurs macroéconomiques tels que la production, l'inflation, le secteur extérieur et les finances publiques. Dans un deuxième temps, il fait une analyse de l'impact des chocs exogènes sur l'économie nationale. Il fait ressortir les écarts entre les prévisions et les réalisations et met en exergue les secteurs de l'économie qui ont été affectés par les chocs ressentis ces dernières années.

Le deuxième chapitre analyse les perspectives de l'économie nationale sur la période 2005-2007. Cette analyse est fondée sur des hypothèses formulées sur les variables macroéconomiques exogènes à l'économie béninoise et relatives à l'évolution des relations bénino-nigérianes. Des recommandations de politique économique ont alors été formulées pour une amélioration de la situation économique nationale.

CHAPITRE 1 : L'ECONOMIE BENINOISE DE 2000 à 2004

Depuis l'historique Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990, le Bénin a fait l'option de la démocratie. Ceci a constitué le socle de la relance de l'activité économique au Bénin. La croissance ainsi entamée a connu des contrecoups au cours de ces dernières années et a commencé à s'effondrer depuis la deuxième moitié de 2003, suite à de nombreux facteurs (conjuncture nationale et internationale).

I. Bilan de l'économie de 2000 à 2004

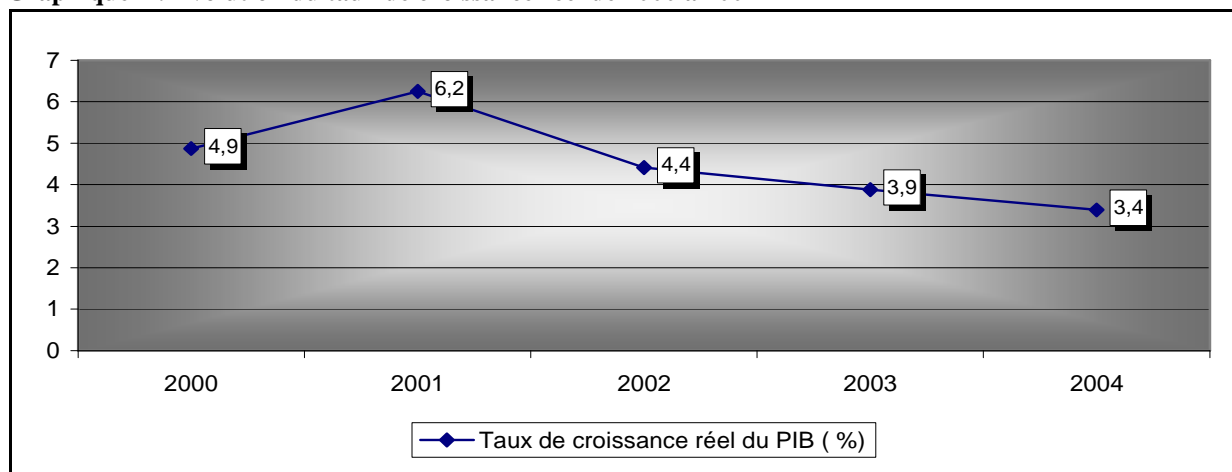
Pour dresser le bilan de l'économie béninoise sur la période 2000 à 2004, nous aborderons successivement le secteur réel, l'inflation, les finances publiques, la balance des paiements et l'emploi.

I.1 le secteur réel

I.1.1 La Production

Au cours de la période 2000 à 2004, le PIB a enregistré une croissance moyenne de 4,5%. Toutefois, le taux de croissance est passé de 4,9% en 2000 à 6,2% en 2001. Cette augmentation du taux de croissance est due à l'effet combiné des bonnes performances du Port de Cotonou, à la hausse de la production et du cours mondial du coton. Depuis 2001, le PIB a connu une baisse progressive jusqu'à atteindre un taux de croissance de 3,4% en 2004 après 3,9% en 2003. Cette évolution est le reflet de la baisse significative de la contribution du secteur primaire qui a connu de sérieuses difficultés au niveau de sa composante prépondérante (le coton) en 2002 et 2003.

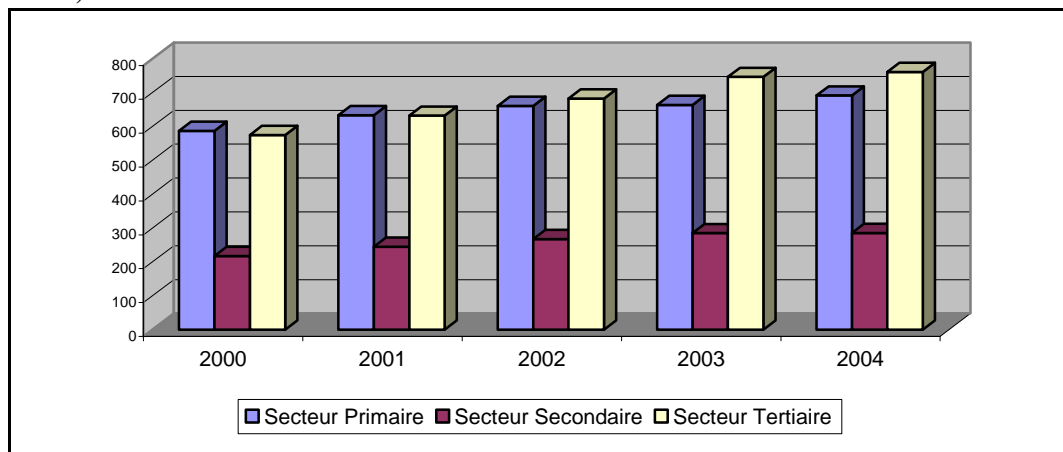
Graphique 1 : Evolution du taux de croissance réel de 2000 à 2004



A partir du deuxième trimestre de l'année 2003, il a été observé un ralentissement des activités économiques en raison de la baisse des activités de réexportation, des contre performances économiques enregistrées au niveau de la production agricole et d'un environnement international et sous régional peu favorable.

De 2000 à 2002, les taux de croissance du PIB par tête (respectivement 6,4%, 6,0% et 3,9%) ont été supérieurs au taux de croissance démographique de la période (3,25%). Les années 2003 et 2004, avec des taux de croissance du PIB par tête respectifs de 0,7% et 1,1% se sont caractérisées par une conjoncture défavorable liée à la baisse de la production agricole et des exportations.

Graphique 2 : Evolution de la production des secteurs de l'économie de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)



Jusqu'en 2001, la caractéristique agricole de l'économie béninoise se traduisait par la prépondérance du secteur primaire. Cependant, depuis 2002, la tendance s'inverse et le secteur tertiaire devient le secteur le plus productif de l'économie nationale.

Encadré 1: La nouvelle approche d'élaboration du PIB au sein de l'UEMOA

En vue de faciliter la comparaison des indicateurs macroéconomiques retenus dans le Pacte de Convergence au sein de l'UEMOA, du fait de l'hétérogénéité des concepts et définition dans les méthodologies d'élaboration des comptes nationaux, des positions sont prises à travers le Règlement N°11/2002/CM/UEMOA, pour harmoniser le contenu, le champ et les méthodes d'élaboration des PIB dans les Etats membres de l'Union.

La valorisation retenue pour la production et donc pour la Valeur Ajoutée Brute (VAB) de chaque branche comprend les taxes sur les produits nettes des subventions. Par contre, elle ne comprend pas la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). La contribution du secteur informel à la VAB doit être isolée.

Ainsi, les dispositions suivantes sont retenues :

- les loyers imputés doivent être intégrés dans le calcul du PIB ;
- la construction pour compte propre des ménages doit être prise en compte ;
- l'intégration de la consommation de capital fixe (CCF) des Administrations dans le calcul de leur production ;
- les opérations liées à l'aide extérieure (et notamment les salaires versés aux assistants techniques résidents) doivent être prises en compte.

Enfin, concernant l'imputation des campagnes agricoles, les résultats de la campagne n/n+1 sont affectés à l'année civile n.

En application du Règlement N°11/2002/CM/UEMOA cité supra, le Bénin a procédé à des corrections qui portent sur deux éléments à savoir (i) la comptabilisation de la production de coton - graine de la campagne n/n+1 en année n. En effet, la production de la campagne n/n+1, jusqu'à une période récente, était comptabilisée en année n pour tous les produits agricoles sauf le coton dont la production était comptabilisée en année n+1 ; (ii) l'intégration de la CCF dans le calcul de la production des Administrations Publiques.

L'application de cette nouvelle méthodologie de calcul du PIB donne un taux de croissance de 3,3% et 3,4% respectivement en 2003 et 2004.

I.1.1.1 Le Secteur Primaire

Ce secteur représente un peu plus du tiers du PIB et occupe plus de 65% de la population active. Sa contribution à la croissance du PIB a considérablement chuté au cours des cinq dernières années. Elle est passée de 1,8% en 2000 à 0,9% en 2003 après une remontée à 2,5% en 2001. Cette baisse peut s'expliquer notamment par la chute des cours mondiaux du coton observée en 2001 qui a contraint les cotonculteurs à baisser leurs productions en 2002.

En 2003 et 2004, le secteur primaire a connu une baisse de sa production de 1,1% par rapport au niveau escompté. Cette variation au cours de ces deux années est due uniquement à la régression du secteur agricole qui est en recul de 1,5% par rapport aux projections. Par contre, en ce qui concerne la pêche et l'élevage, les objectifs projetés ont été réalisés sur la même période.

Le secteur primaire connaît encore beaucoup d'insuffisances qui maintiennent un grand nombre de ses acteurs dans la pauvreté. En dehors du cadre social précaire qui règne

dans les milieux ruraux du fait de la fourniture insuffisante de services sociaux de base par l'Etat, les revenus tirés des activités (mal organisées et mal planifiées) du secteur dont la plupart sont à faibles rendements et soumis aux aléas climatiques, restent insuffisants pour la satisfaction des besoins vitaux et pour favoriser une croissance rapide du PIB. L'attrait au financement des activités commerciales du système financier ne permet pas aux producteurs de mobiliser les ressources nécessaires. La microfinance qui est perçue comme une structure orientée vers les populations à faibles revenus s'est révélée impuissante face aux besoins de ressources de long terme des paysans.

I.1.1.2 Le Secteur Secondaire

Il est beaucoup moins important et demeure le secteur le plus fragile du système productif. Il occupe moins de 10% de la population active et a contribué pour 13,4% en moyenne à la formation du PIB sur la période 2000 à 2004. Sa contribution à la croissance est passée de 1,2% en 2000 à 1,3% en 2001 avant de s'établir à -0,1% en 2004, en raison de la conjoncture défavorable.

En 2003, ce secteur n'a pas varié outre mesure et n'a concédé qu'une baisse à peine perceptible de 0,1% par rapport au niveau attendu. Cette baisse est essentiellement imputée au secteur de l'énergie qui est en recul de 1,8% passant ainsi de 26,0 à 25,7 milliards. En 2004 par contre, la baisse du secteur secondaire par rapport au niveau attendu a été plus sensible (2,6%). Ceci est le résultat essentiellement d'un repli de 4,2% du secteur des industries manufacturières dont la production est passée de 188,4 à 180,5 milliards.

Le secteur secondaire est sujet à d'énormes difficultés qui partent de l'inadéquation du système financier aux besoins de financement des industriels et des difficultés d'approvisionnement en matières premières en passant par les charges et coûts asphyxiants que représentent certains biens publics. Ici également, l'Etat dans son rôle de régulateur, a encore beaucoup à faire pour garantir un environnement incitatif à l'investissement, assurer un déroulement harmonieux et régulier de l'activité industrielle.

I.1.1.3 Le Secteur Tertiaire

Il continue d'assurer un rôle de premier plan dans l'économie. Sa contribution à la croissance est chiffrée à 1,5% sur la période 2000 à 2004 et sa part dans la formation du PIB s'est fixée à 35,2%.

Si en 2003, les réalisations ont été conformes aux objectifs fixés au niveau du secteur tertiaire, en 2004, le secteur tertiaire a reculé de 4,9% passant de 815,4 à 775,4 milliards. Cette

variation est plus ou moins répartie au niveau des différents sous-secteurs du tertiaire. En effet, le sous secteur des Banques et Assurances s'est replié de 4,8% alors que ce taux est respectivement de 6,5% et 6,6% pour le sous secteur des Transports et telecom et celui des Services non Marchands.

Une analyse plus poussée du secteur est réalisée en faisant référence à ses sous-secteurs clés notamment les transports et le commerce.

- **Les transports**

Ils constituent un sous-secteur important pour le secteur tertiaire et affichent un poids moyen de 16,9% sur la période considérée. En butte à des difficultés d'ordre organisationnel, **Les différents modes de transport affichent des insuffisances dont la correction relève pour une large part des fonctions régaliennes de l'Etat.** C'est le cas des transports ferroviaires qui se trouvent dans un état préoccupant caractérisé par l'obsolescence et la vétusté des matériaux et des transports routiers assurés par de petites sociétés non structurées au moyen de quelques véhicules usagés sans aucune étude préalable de marché. La crise des chemins de fer au Bénin résulte entre autres, selon les opérateurs du secteur, de la concurrence des transports terrestres et du terminal de la voie depuis longtemps bloqué à Parakou. Pour les routiers par contre, ils se plaignent principalement de l'état des routes .

- **Le commerce**

Il constitue également un sous secteur non négligeable du secteur tertiaire et il contribue en moyenne pour près de 18 % à la formation du PIB. Mais, les activités se déroulent en grande partie dans l'informel et engendrent des manques à gagner énormes pour l'Etat. En effet, certains individus s'engagent dans les activités commerciales, quelquefois avec le soutien des structures de microfinance et limitent leurs activités à une micro vente permettant de disposer de revenus de survie ou empruntent la voie du commerce informel, cause d'évasion fiscale voire de fraude fiscale.

Des efforts importants restent à faire pour une organisation efficiente du commerce au Bénin. Etant donné qu'une grande partie des opérateurs de ce secteur exerce dans l'informel, une couverture fiscale plus large de ce secteur est nécessaire. Ceci nécessite des moyens plus grands et des méthodes adéquates à mettre en oeuvre pour mobiliser ces ressources fiscales de l'Etat.

Encadré 2 : Le commerce intérieur, royaume de l'informel

Le commerce intérieur regroupe le commerce de gros et de demi-gros, le commerce de détail, les services réputés commerciaux.

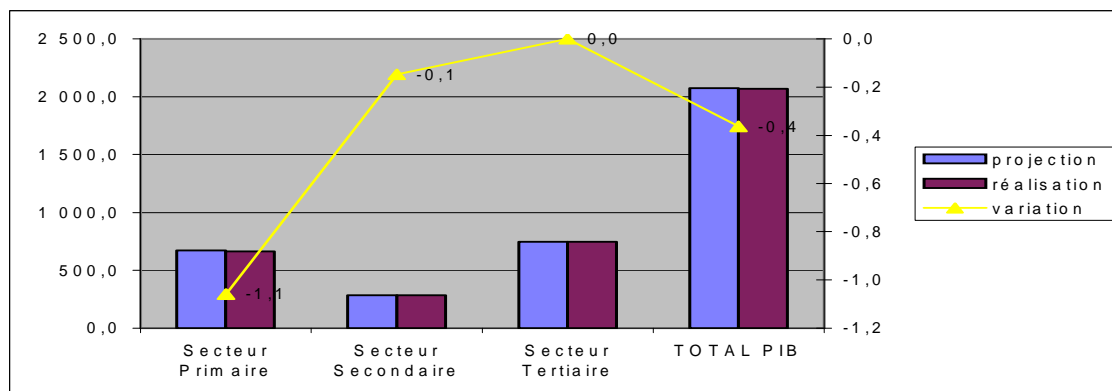
Les statistiques de la Direction de la Concurrence et du Commerce Intérieur, décomptant les opérateurs économiques, sont loin de la réalité: on évalue à 90% la part des activités exercées dans le secteur informel. Cette structure de l'économie béninoise entrave la mobilisation des investisseurs et il est difficile d'empêcher les commerçants du secteur formel, victimes de concurrence déloyale, de rejoindre le secteur informel. D'autant plus que la frontière est ténue, la règle étant estimée t-on à la Direction de la Concurrence et du Commerce intérieur d'évoluer partiellement dans l'informel afin d'échapper au fisc et d'augmenter les marges de profit. Les options prises par le gouvernement consistent à formaliser progressivement les activités informelles et créer des conditions favorables au maintien des commerçants « formels », mais il semble que pour l'heure, ce ne soit là qu'un vœu pieux, que ce soit par manque de moyens, lourdeur administrative, chômage ou pression économique trop forte.

L'informel est également la règle dans les zones urbaines accueillant l'exode rural. Les chômeurs sont actifs dans le transport, la restauration, l'artisanat, le transit sur le tas, le commerce des produits pétroliers et pharmaceutiques, de pièces détachées auto motos, le commerce ambulancier et la contrebande en provenance du Nigeria.

On n'a pas compris ce que recouvre le terme informel tant que l'on ne s'est pas promené dans les allées sans fin du marché international de Dantokpa, véritable caverne d'Ali Baba. Des kilomètres de couloirs où sont déployés toutes sortes de tissus amenés en contrebande depuis le Nigeria et que des femmes venues des pays de la sous-région achètent en masse pour les revendre dans leurs pays respectifs. Il en va de même pour les bijoux, or et argent, qui s'étalent tout au long des vitrines. De vastes espaces sont réservés aux produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, d'origine douteuse, au détriment de la santé des consommateurs et des pharmaciens officiels. On y trouve aussi des pièces détachées pour les véhicules, soit neuves en provenance du Nigeria, soit d'occasion et issues des casses européennes, voire volées... dont le commerce concurrence plus que fortement les activités des concessionnaires de marques et des importateurs agréés de pièces détachées. Sans oublier les stands vendant des appareils électroménagers également neufs du Nigeria ou « importés » d'Europe et des quantités de pneus de toutes sortes.

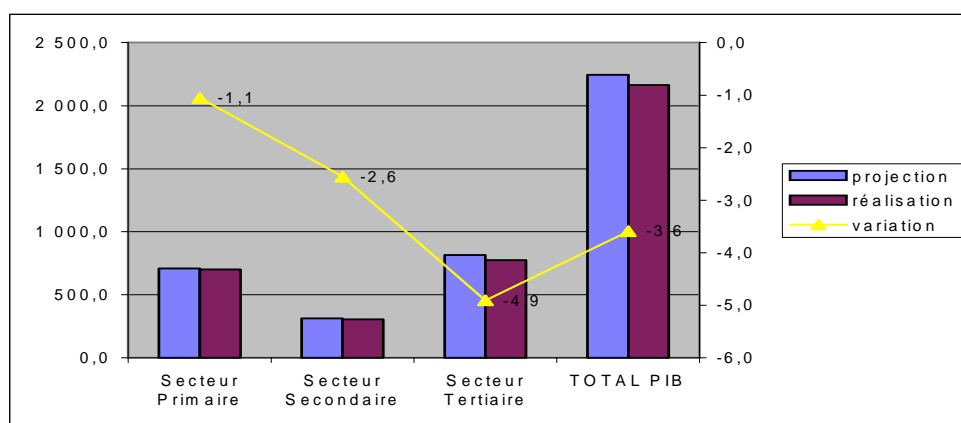
Source : Marchés Tropicaux, 16 juin 2000

Graphique 3: Variation des agrégats du secteur réel en 2003 (en milliards FCFA)



Le graphique précédent montre qu'en 2003, la variation à la baisse de 0,4% entre le PIB projeté et le PIB réalisé provient fondamentalement du secteur primaire (-1,1%), et s'expliquerait par une baisse de la production agricole notamment celle du coton.

Graphique 4 : Variation des agrégats du secteur réel en 2004 (en milliards FCFA)



En 2004, le PIB a connu une baisse très accentuée de 3,6% par rapport au niveau attendu. Cette variation est plus ou moins répartie au niveau des différents secteurs de l'économie mais c'est le secteur tertiaire qui a enregistré la plus grande variation (-4,9%) du fait de la contraction du commerce de réexportation, de la perte de compétitivité du Port de Cotonou et des problèmes de sécurité le long du corridor intérieur du Bénin.

I.1.2 Les emplois du PIB

Les emplois du PIB concernent la consommation finale et l'investissement-épargne

I.1.2.1 La consommation finale

Elle est la composante prépondérante des emplois du PIB. Globalement, la propension moyenne à consommer² a évolué autour de la moyenne de 88,6% sur la période 2000 à 2004 avec toutefois un pic en 2002 où elle a atteint le niveau de 90,3%. Cette tendance est observée aussi bien pour la consommation publique (11,8% en moyenne) que pour la consommation privée (77,7% en moyenne).

Cependant, le niveau des consommations est passé d'un taux de croissance de 5% en 2000 à 0,9% en 2004.

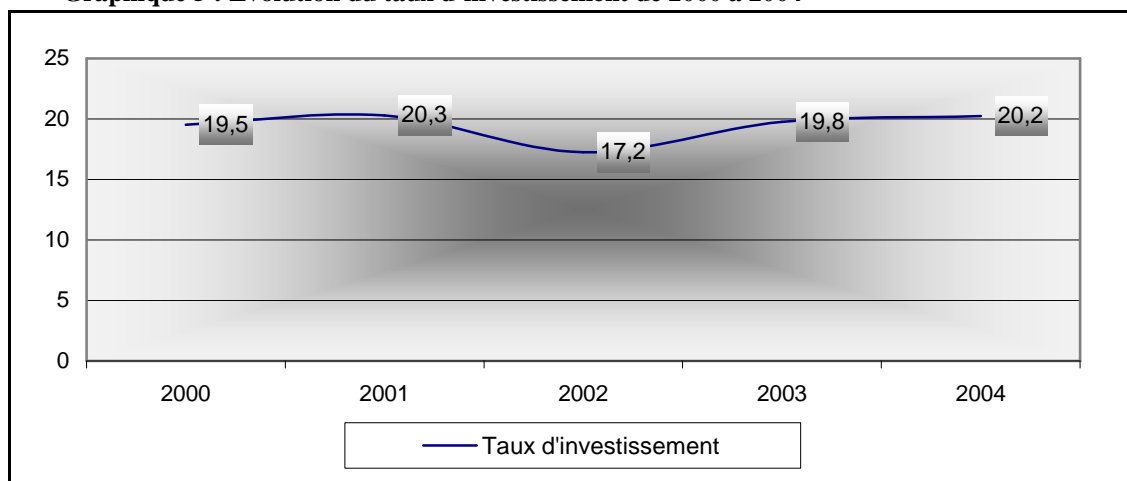
L'apport de la consommation dans les emplois du PIB est appréciable. Il est passé de 4,9% en 2000 à 3,5% en 2004 avec un pic en 2001 (6,2%). Avec cette forte part de la consommation finale dans les emplois du PIB, il faut logiquement s'attendre à un faible niveau de la formation brute de capital (l'investissement).

² Niveau de consommation rapporté au PIB

I.1.2.2 L'Investissement et L'Epargne nationale

L'observation de la structure des emplois du PIB permet de constater que, sur la période 2000 à 2004, la part de l'investissement dans le PIB a peu varié d'une année à l'autre. En effet, comme l'illustre le graphique ci-dessous, le taux d'investissement³ est passé de 19,5% en 2000 à 19,8% en 2003, après des niveaux de 20,3% en 2001 et 17,2% en 2002. Il a par la suite progressé de 1,4 point entre 2003 et 2004 pour se fixer à 20,2% en 2004.

Graphique 5 : Evolution du taux d'investissement de 2000 à 2004



D'une manière générale, l'investissement privé représente la plus grande partie de l'investissement, soit en moyenne annuelle 12,5% du PIB sur la période considérée. Cette frange de l'investissement ne cesse de croître, une baisse étant toutefois observée en 2002. Le taux d'investissement privé s'est accru de 1,3 point pour s'établir à 20,2 % en 2004.

L'investissement public a également connu une évolution à la hausse en passant de 7,3% en 2000 à 7,4% en 2004. Sa part dans les emplois du PIB a varié entre 5% et 7% sur la même période.

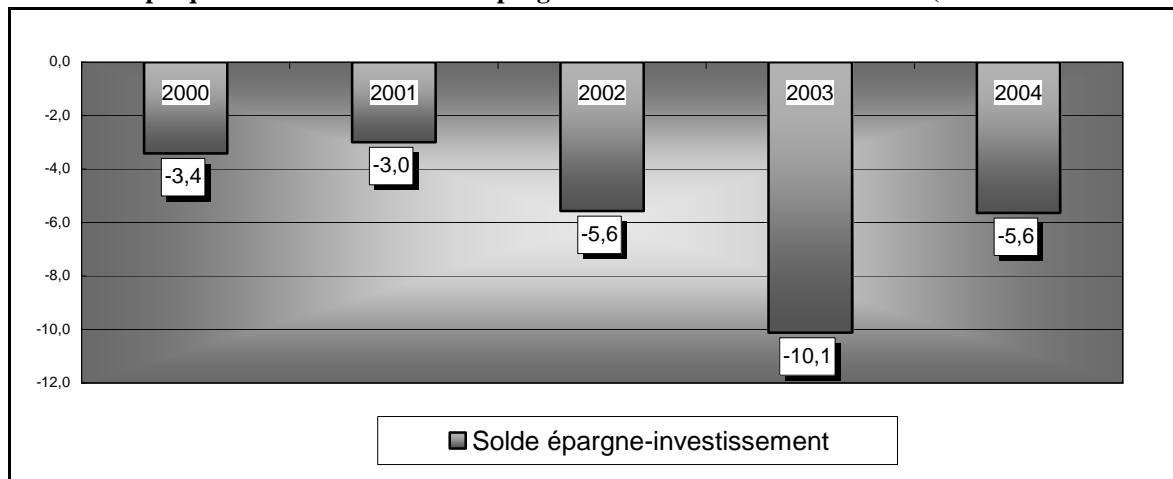
Le niveau des investissements s'est révélé insuffisant, non seulement pour atteindre la croissance minimale de 7% jugée nécessaire pour réduire la pauvreté au Bénin, mais aussi pour assurer les services sociaux adéquats aux populations notamment pauvres et vulnérables.

Quant à l'épargne intérieure brute, elle a connu une évolution à la hausse sur la période 2000-2003 pour représenter 12,3% du PIB en 2003, excepté en 2002 où elle a décéléré pour se fixer à 7%. L'épargne nationale, à elle seule, (11,2% du PIB sur la période considérée)

³ Le taux d'investissement est le ratio niveau d'investissement/PIB

ne suffit pas à financer l'investissement. En effet, le déficit épargne investissement est passé de 3,4 milliards de FCFA en 2000 à 10,1 milliards de FCFA en 2003. Toutefois, ce solde s'est amélioré de 44,56% entre 2003 et 2004, s'établissant à -5,6 milliards de FCFA.

Graphique 6 : Evolution du solde épargne-investissement de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)

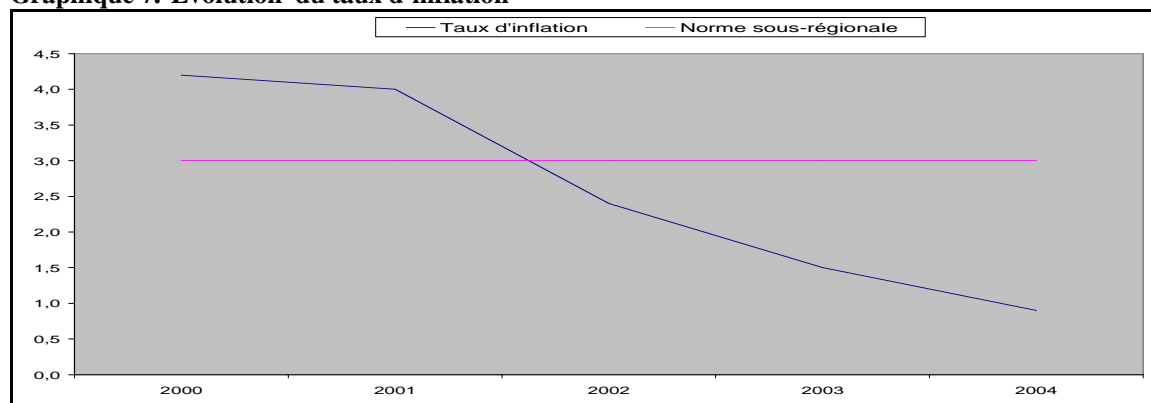


I.2 L'Inflation

En moyenne annuelle l'inflation est ressortie à 4,0% en 2001 après avoir atteint un niveau de 4,2% en 2000, au-delà de l'objectif communautaire de 3% retenu dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

La détente sur les prix amorcée au cours de l'année 2002 s'est poursuivie et la hausse du niveau général des prix a été de 1,5% au cours de l'année. En 2004, le taux d'inflation a poursuivi sa tendance baissière pour se situer à 0,9%.

Graphique 7: Evolution du taux d'inflation



Le Bénin s'inscrit dès lors au nombre des pays de l'UEMOA qui s'emploient à respecter la norme communautaire en ce qui concerne le niveau de l'inflation.

I.3 Les finances publiques et la dette

La période 2000 à 2004 s'est inscrite dans une logique d'assainissement des finances publiques avec la poursuite des différentes restructurations entreprises dès le début des années 90. L'amélioration des finances publiques sur la période sous revue s'est traduite par une augmentation des recettes fiscales combinée à des dépenses publiques contenues dans des limites raisonnables. Le déficit global (base caisse) s'est donc fixé en moyenne annuelle à 3% du PIB.

I.3.1 Les recettes publiques

Les recettes publiques se composent des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Les recettes fiscales comportent les recettes douanières et les recettes des impôts.

De 2000 à 2004, les recettes de l'Etat ont été soutenues par les recettes fiscales qui en représentent près de 90% sur la période.

Les recettes totales ont connu une progression moyenne annuelle de 8% sur la période. Cette croissance est liée à une bonne tenue des recettes douanières et de celles des impôts qui se sont accrues en moyenne annuelle respectivement de 6% et 10% sur la période. Ces performances cachent cependant des distorsions qui méritent d'être soulignées.

En effet, la hausse régulière des recettes connue entre 2000 et 2002 a été ralentie par les mesures commerciales restrictives prises par le Nigeria à partir du deuxième semestre 2003 couplées avec un renforcement du contrôle aux frontières bénino-nigériennes et la répression de la fraude. Ainsi en 2003 et 2004, les recettes ont connu une décélération pour se fixer respectivement à 342,9 et 351,4 milliards de FCFA.

En outre, la part des recettes totales dans le Produit Intérieur Brut a baissé de 1,3 point entre 2000 et 2001 mais reste en progression depuis 2002.

En dépit des progrès réalisés dans le recouvrement des recettes fiscales, les performances du Bénin sont en dessous de la norme du taux de pression fiscale de 17% convenue dans le cadre du processus de convergence multilatérale de l'UEMOA. Ainsi, le taux de pression fiscale s'est fixé à 14,5% en moyenne sur la période 2000 à 2004.

Les effets de la politique mise en place par le Nigeria ont véritablement commencé en 2004. Les recettes totales réalisées par l'Etat ont été en baisse de 7,7% par rapport aux projections (380,5 milliards projetés contre 351,4 milliards réalisés). Cette baisse est de 8,9%

pour les recettes fiscales alors qu'il est constaté une progression de 3,5% pour les recettes non fiscales.

Au niveau des régies, les Douanes ont connu une baisse de 13,4% alors qu'elle est plus de trois fois moins au niveau des impôts avec un taux de 4,0% ; autrement dit, la baisse des recettes fiscales est due essentiellement à celle des recettes douanières.

Tableau 1 : Variation des recettes suivant les projections et les réalisations

Recettes	2003			2004		
	Prév	Réal	Var (%)	Prév	Réal	Var (%)
Recettes totales	342,9	342,9	0,0	380,5	351,7	-7,7
Fiscales	307,2	307,2	0,0	341,9	311,4	-8,9
Recettes douanières	159,2	159,2	0,0	179,5	155,5	-13,4
Impôts directs et indirects	148,0	148,0	0,0	162,4	155,9	-4,0
Non fiscales	35,7	35,7	0,0	38,6	40,3	3,5
Mesures fiscales additionnelles	0,0	0,0		0,0	0,0	

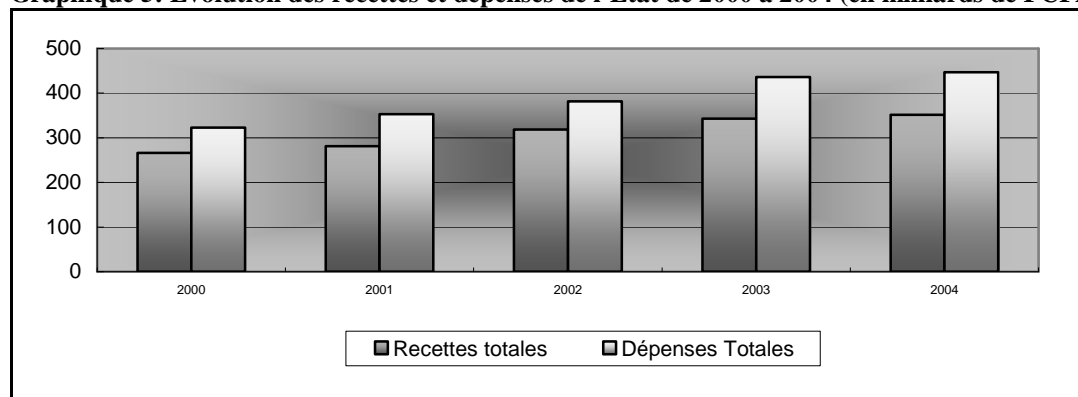
Source : DAEP/DGE/ MFE

I.3.2 Les dépenses publiques

Les dépenses se sont régulièrement accrues entre 2000 et 2004. L'évolution des dépenses, sur la période, a été essentiellement soutenue par une croissance des dépenses d'investissement et de personnel, liée d'une part, aux efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté, et d'autre part, aux divers avantages concédés aux fonctionnaires à l'issue des pressions sociales. Les dépenses se sont fixées à 390,7 milliards de FCFA en moyenne annuelle. Le rythme de progression des dépenses a cependant chuté de 13,8% en 2003 à 5,0% en 2004, suite à un réajustement budgétaire opéré sur l'investissement pour tenir compte de la faiblesse du niveau global des activités économiques et des pertes de recettes consécutives à la chute des activités de réexportation.

Le ratio des dépenses totales au Produit Intérieur Brut a été contenu autour de 20,3% au cours de la période sous revue.

Globalement, le déficit base ordonnancement a été contenu sur la période. De 59,85 milliards de FCFA, soit 3,6% du PIB en 2000, il s'est amélioré pour se situer à 13,29 milliards en 2001, soit 0,7% du PIB avant de remonter à 69,62 milliards soit 3,2% du PIB en 2004.

Graphique 5: Evolution des recettes et dépenses de l'Etat de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)

En 2004, les dépenses ont chuté de 9,1% par rapport aux projections, passant de 492,1 milliards à 447,2 milliards. Cette contraction des dépenses est liée à la morosité de l'économie et de son impact sur l'activité. En effet, les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse de 35,9% par rapport aux projections passant de 90,1 à 57,7 milliards. Pourtant les dépenses salariales, au contraire, ont connu une hausse de 3,7% en passant de 114,1 à 118,3 milliards.

Tableau 2: Variation des dépenses suivant les projections et les réalisations (en milliards de FCFA)

Dépenses	2003			2004		
	Prév	Réal	Var (%)	Prév	Réal	Var (%)
Dépenses totales	431,5	436,4	0,0	492,1	447,2	-9,12
Dépenses Primaires	305,9	305,9	0,0	381,5	352,1	-7,7
dont Masse salariale	103,0	103,0	0,0	114,1	118,3	3,7
Contribution budgétaire à l'investissement	71,4	71,4	0,0	90,1	67,0	-25,6

Source: DAEP/DGE/DGB/MFE

I.3.3 La dette publique

L'encours de la dette publique a connu une évolution à la hausse, passant de 910 milliards de FCFA en 2000 à 1018,2 milliards de FCFA en 2004, correspondant à une croissance de 3,5% en moyenne annuelle.

Le ratio de l'encours de la dette (intérieure et extérieure)/PIB a connu une évolution à la baisse et témoigne de la gestion prudente de l'endettement de l'Etat. Il est passé de 54,2% en 2000 à 43,7% en 2004 après le pic de 55,2% de 2001. Ce ratio reste de ce fait en dessous du seuil de 70% fixé dans les critères de convergence de l'UEMOA.

Tableau 3 : Encours de la dette de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)

Années	2000	2001	2002	2003	2004
Encours	910,5	974,4	941,6	838,6	1018,2
<i>Dette Bilatérale</i>	190,3	199,4	216,6	192,9	234,2
<i>Dette Multilatérale</i>	720,2	775,0	725,1	645,7	784,0
Service de la dette	31,4	25,1	20,2	15,7	26,7
Service assuré	31,4	25,1	20,2	15,7	26,7
<i>Principal</i>	19,3	15,3	14,1	10,7	17,9
<i>Intérêts et commissions</i>	12,1	9,8	6,1	5,0	8,8
Impayés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DAEP/DGE/MFE

L'allègement obtenu au titre de l'initiative PPTE est passé de 4,9 milliards de FCFA en 2000 à 17,8 milliards en 2002. Les allègements PPTE dont bénéficie le Bénin sont destinés aux secteurs sociaux notamment la santé et l'éducation dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Tableau 4 : Evolution de l'allègement PPTE de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)

Années	2000	2001	2002	2003	2004
Allègement PPTE	4,9	15,7	17,8	16,4	0,0
<i>Dette Bilatérale</i>	1,5	4,2	5,4	4,5	
<i>Dette Multilatérale</i>	3,4	11,4	12,4	11,9	

Source : CAA/MFE

I.3.4 Financement des opérations financières de l'Etat

L'évolution des recettes et des dépenses de l'Etat dégage un déficit. Le Bénin exprime donc un besoin de financement qui est comblé par des crédits internes et externes.

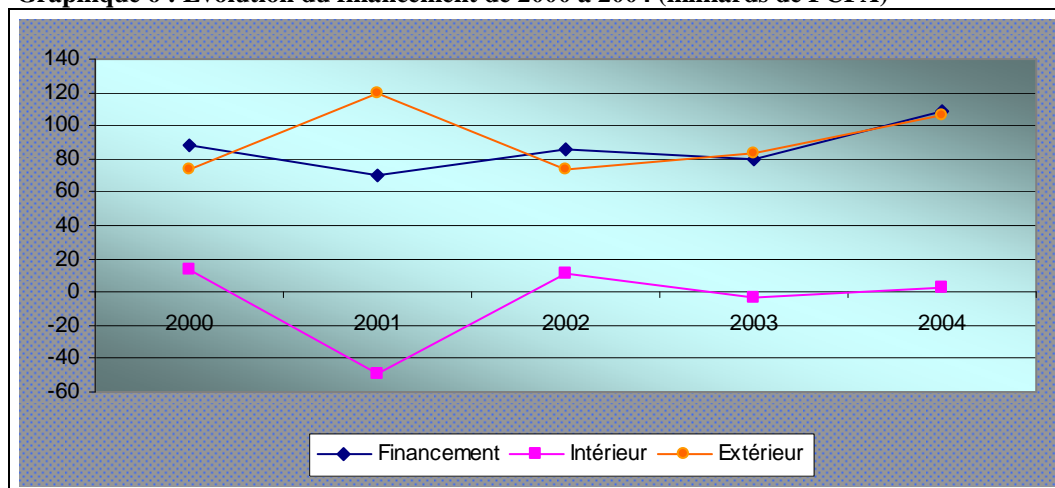
Les financements internes

Les ressources internes, en dépit de leur faible niveau dans le financement du déficit, ont connu une évolution erratique au cours de la période sous revue. Leur niveau a été de 2,8 milliards en 2004 contre 8,71 milliards en 2002 et -49,71 milliards en 2001.

Les financements externes

Les ressources externes comportent les dons projets, les dons programmes ainsi que les prêts projets et prêts programmes. Elles constituent la grande partie du financement. Mais les dons et prêts programmes occupent une faible part des aides extérieures (moins de 30%).

Graphique 6 : Evolution du financement de 2000 à 2004 (milliards de FCFA)



I.4 La Balance des Paiements

Sur la période 2000 à 2004, les exportations ont connu une évolution en dents de scie. En effet d'une baisse observée de 2001 à 2002 allant de 279,3 à 273,9 milliards de FCFA, elles ont connu une hausse significative avec un pic de 312,1 milliards observé en 2002 avant de maintenir une tendance baissière pour s'établir à 292,3 milliards en 2004.

Les importations, quant à elles, n'ont connu que deux phases sur la période 2000 à 2004 ; une phase de croissance sur la période 2000-2002 avec un pic de 473,1 milliards de FCFA observé en 2002 et une phase de décroissance sur le reste de la période. En 2004 les importations se chiffraient à 425 milliards de FCFA.

Le déficit commercial de la période 2000-2003 s'est accentué et est passé de 88,1 à 178,22 milliards de FCFA. Par rapport à 2003, ce déficit a subi une réduction en 2004 pour s'établir à 133,64 milliards de FCFA du fait de la baisse des importations destinées à la réexportation.

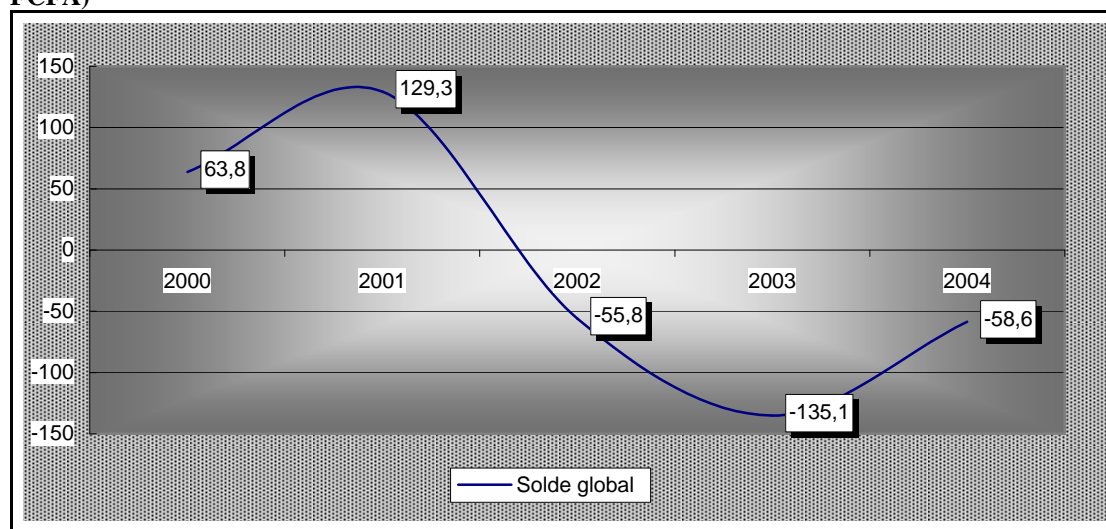
La balance des services a baissé en moyenne de 25,2%. Par contre la balance des transferts a connu des excédents sur toute la période, bien que l'évolution soit en dents de scie.

Le solde courant a été déficitaire sur toute la période 2000 à 2004 avec un déficit plus accentué en 2003 (209,22 milliards de FCFA).

Les capitaux non monétaires eux se sont dégradés, passant de 133,7 milliards de FCFA en 2001 à 60,6 milliards de FCFA en 2004.

Le solde global de la balance des paiements n'a pas toujours enregistré de bonnes performances de 2000 à 2004. Son évolution est retracée par le graphique suivant :

Graphique 7: Evolution du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2004 (en milliards de FCFA)



Ce solde affiche les évolutions suivantes :

- Une phase d'amélioration du solde caractérisée par une croissance de 102,7% entre 2000 et 2001 : le solde est en effet passé de 63,8 milliards de FCFA en 2000 à 129,3 milliards de FCFA en 2001. Ceci est dû à une amélioration de la balance des transferts entre 2000 et 2001 qui a progressé de 50,8% et celle des capitaux non monétaires qui s'est accrue de 94,0%.
- Une phase de détérioration du solde, entre 2001 et 2003 : le solde est passé de 129,3 milliards de FCFA en 2001 à -55,8 milliards de FCFA en 2002 et le déficit s'est creusé davantage à 135,1 milliards de FCFA en 2003. Cette chute du solde de 142,1% en moyenne sur la période 2001-2003 est le résultat d'une forte baisse de la plupart des postes de la balance des paiements.
- Une phase de croissance, au cours de laquelle le solde est passé de -135,1 milliards de FCFA en 2003 à -58,6 milliards de FCFA en 2004. Cette amélioration de la position du solde s'explique principalement par une amélioration du solde courant qui est passé de -209,22 à -120,88 milliards de FCFA.

La situation de la balance des paiements reflète bien la faible compétitivité de l'économie béninoise dans le déroulement du commerce mondial et la faible diversification des produits d'exportation qui maintiennent les revenus tirés à un niveau bas.

La situation Monétaire

Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 341,4 milliards de FCFA en 2000 à 467,2 milliards en 2001, soit un accroissement de 36,8% qui est dû notamment à une hausse de 39,6% des avoirs de la Banque Centrale et de 17,8% des avoirs des banques secondaires. Cette augmentation des avoirs extérieurs nets équivaut à une rentrée de devises qui pourrait aider le Bénin à faire face à ses engagements internationaux.

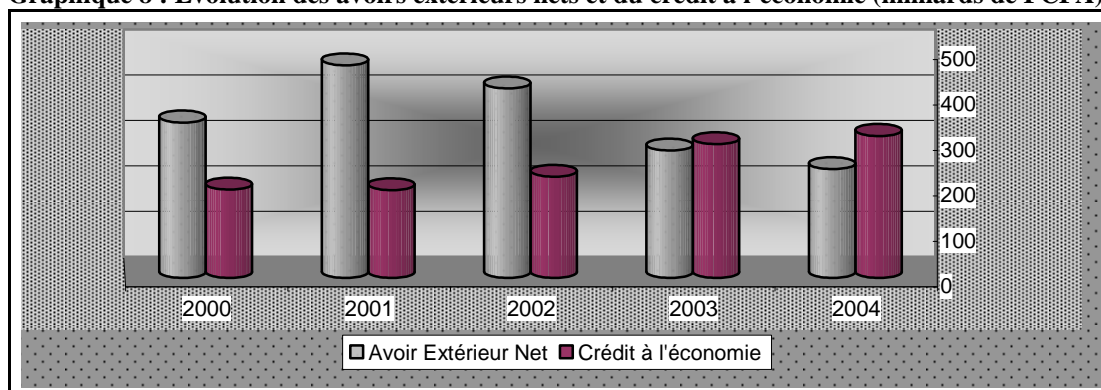
En 2002 et 2003, la tendance des avoirs extérieurs nets a été à la baisse. Les avoirs ont chuté de 40,0%, résultat d'une baisse de 41,8% des avoirs de la Banque Centrale, simultanément à une baisse de 34,4% des avoirs des banques secondaires.

Par suite, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 12,5% entre 2003 et 2004, en réponse à une baisse de 7,3% des avoirs des banques secondaires et à une hausse de 18,9% des avoirs de la Banque Centrale.

La Position Nette du Gouvernement sur la période a été marquée par une augmentation de 90,2% sur la période 2000-2001. Cette montée a impliqué une baisse du crédit intérieur de 40,7%. Par contre sur la période 2002-2004, elle a été marquée par un taux de 18,6%. Cette baisse a eu pour effet de solliciter davantage les banques pour assurer le crédit intérieur.

Globalement, l'effet combiné de la Position Nette du Gouvernement et du crédit intérieur a imposé au crédit à l'économie une baisse de 0,6% entre 2000 et 2001, atteignant 192,8 milliards de FCFA et une hausse en moyenne annuelle de 16,8% entre 2002 et 2004.

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et du crédit à l'économie (milliards de FCFA)



La masse monétaire a, tout comme les avoirs extérieurs nets, évolué suivant deux phases : une phase de croissance entre 2000 et 2001, une phase de décroissance entre 2001 et 2004.

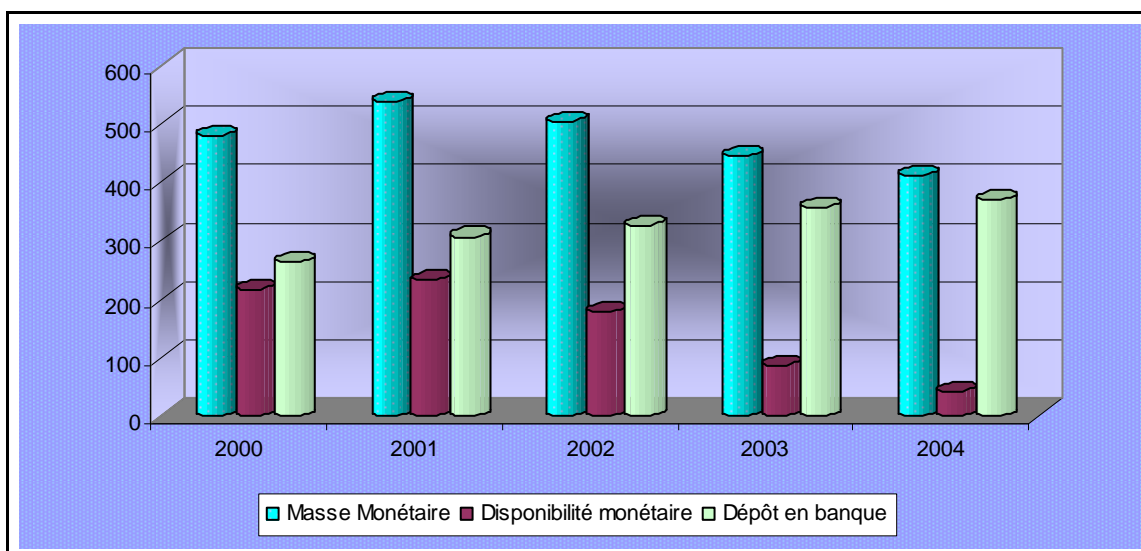
La phase d'évolution de la masse monétaire est caractérisée par une croissance de 12,3%, résultat d'une hausse des disponibilités monétaires qui s'est accrue de 6,9% concomitamment à une hausse des dépôts en banque qui ont augmenté de 16,8%.

Au cours de la deuxième phase, la masse monétaire a chuté de 539,2 milliards de FCFA à 412,6 milliards de FCFA. Ceci correspond à une baisse en moyenne de 9,2%, liée à une baisse annuelle de 37,2% des disponibilités monétaires et à une hausse annuelle de 7,9% des dépôts en banque.

Globalement, sur toute la période, les disponibilités monétaires et la masse monétaire ont évolué dans le même sens alors que les dépôts en banque se sont accrus de 47,2%.

La vitesse de circulation de la monnaie a évolué entre 2000 et 2003, et ceci à un rythme moyen annuel de 3,9 atteignant 4,7 en 2003. Elle a ensuite baissé pour se fixer à 4,3 en 2004.

Graphique 9 : Evolution de la masse monétaire et ses composantes de 2000 à 2004 (milliards FCFA)



En 2004, la situation monétaire a connu d'importantes variations. En effet, les avoirs extérieurs nets ont connu une régression de 17,8% en réalisations par rapport aux projections. Cette situation est essentiellement due à la position de la Banque Centrale qui n'a pas atteint l'objectif fixé. Les avoirs extérieurs de la Banque Centrale sont en baisse de 29,9% par

rapport aux projections alors qu'au niveau des Banques Primaires, les Avoirs Extérieurs ont dépassé les objectifs de 24 %. Cet état de chose s'explique par le fait que l'Etat, en 2004 a consenti plus d'engagement vis-à-vis de l'extérieur qu'il en a projeté. Par contre, les particuliers et les entreprises ont augmenté leurs avoirs extérieurs bruts et pris moins d'engagement vis-à-vis de l'extérieur.

Le crédit intérieur composé de la Position Nette du Gouvernement et du crédit à l'économie, a connu une contraction de 13,8% par rapport aux prévisions. La Position Nette du Gouvernement, créditrice, s'est améliorée par rapport aux objectifs alors que le crédit à l'économie s'est enregistré en baisse de 4,8%. Ces chiffres montrent que les banques, à travers le crédit à l'économie, ont octroyé moins de crédit aux entreprises par rapport à ce qui est normalement attendu.

La masse monétaire a enregistré une baisse de 14,0% par rapport aux objectifs. Cette contraction de la masse monétaire paraît normale dans la mesure où d'une part, les banques ont octroyé moins de crédit aux entreprises et d'autre part, il y a eu la maîtrise de l'inflation qui s'est située autour de 0,9% et qui s'est enregistrée en baisse de 0,6 point par rapport à 2003 ; année durant laquelle les objectifs fixés ont été pleinement réalisés. Par contre en 2003, les objectifs fixés ont été pleinement réalisés.

Tableau 5 : Variation de la Situation monétaire

Indicateurs	2003			2004		
	Prév	Réal	Var (%)	Prév	Réal	Var (%)
Avoirs Extérieurs Nets	279,8	279,8	0	276,3	238,9	-13,5
Crédit Intérieur	197,4	197,4	0	222,9	213,2	-4,3
Position nette du Gouvernement	-96,4	-96,4	0	-72,0	-98,8	37,2
Crédit à l'économie	293,8	293,8	0	294,9	312,0	5,6
Masse Monétaire	444,3	444,3	0	474,2	407,8	-14,0

Source: DP/DGE/MFE

I.5 L'emploi

Le dernier recensement a révélé que le Bénin dispose d'un potentiel humain à dominance masculine. La population active comporte 50,7% d'hommes et 49,3% de femmes et le taux d'activité global en 2002 est ressorti à 63,8%.

D'après la dernière situation disponible, le chômage déclaré est faible et a diminué notamment au niveau des primo demandeurs d'emploi. Cette demande est satisfaite

majoritairement par le commerce et l'agriculture. Le taux de chômage est de 0,68%. Rapporté au secteur formel, il s'élève à 13,5%. Le secteur informel supplée donc de plus en plus au secteur formel sur le marché du travail. Cependant, une frange importante de la force productive reste sous utilisée (25 à 35%). Ce qui démontre que les progrès réalisés par le Bénin depuis 1990 restent en deçà des capacités structurelles de l'économie.

Il y a donc lieu de se pencher sur la résorption du sous-emploi qui s'avère prépondérant du fait des stratégies développées par les actifs de plus en plus orientés vers le secteur informel qui leur offre dans une large mesure, des emplois dont la précarité compromet l'utilisation optimale de la force productive nationale.

II. Impact de la conjoncture internationale sur l'économie nationale

L'objectif poursuivi dans cette partie est de donner un aperçu des répercussions des différents chocs enregistrés en 2003 et en 2004 sur l'économie nationale. Ces chocs proviennent :

- de la conjoncture sous-régionale, notamment les mesures restrictives prises par le Nigeria à l'encontre des produits en provenance du Bénin ;
- de la conjoncture internationale à travers la baisse des cours du dollar, du coton, et la hausse du cours du pétrole.

Sous ces différentes contraintes, la perte de performance de l'économie nationale observée s'est ressentie aussi bien en 2003 qu'en 2004 avec l'apparition de grands écarts entre les réalisations et les prévisions d'une part, et la baisse du taux de croissance économique d'autre part.

Encadré 3 : Produits prohibés à l'importation au Nigeria

- 1- Sorgho
- 2- Millet
- 3- Farine de blé
- 4- Gypse
- 5- Huile végétale en vrac ou en fût
- 6- Spirales pour répulsion de moustiques (MOSQUITTO)
- 7- Pneus rechapés ou usagés
- 8- Machines à sous
- 9- Friperie
- 10- Réfrigérateurs et climatiseurs usagés
- 11- Appareils compresseurs usagés
- 12- Ciment ensaché
- 13- Véhicules de toutes sortes par voie terrestre
- 14- Véhicules de plus de 8 ans d'âge
- 15- Textiles de toutes sortes par voie terrestre
- 16- Tissus imprimés (ANKARA)
- 17- Marchandises conteneurisées par voie terrestre
- 18- Poulets congelés
- 19- Manioc et produits dérivés
- 20- Jus de fruits
- 21- Eau minérale (gazéifiée ou non gazéifiée)
- 22- Pioches
- 23- Spaghetti ou nouilles (pâtes alimentaires coupées en lanières minces)
- 24- Biscuits de toutes sortes
- 25- Comprimés et assimilés par voie terrestre
- 26- Sucrieries tels bonbons, chocolats
- 27- Cahiers
- 28- Enveloppes
- 29- Bière en bouteille ou en canette

Source : DGDDI, Note de service n°1279/DGDDI/DAR du 06/11/2003

II.1 Cadrage macroéconomique en 2003

Le cadrage macroéconomique qui a sous-tendu la Note d'orientation du Budget de l'Etat exercice 2004 était basé sur les hypothèses de prévision qui tablaient, pour 2003 et 2004, sur un dollar fort (même parité que l'Euro), un cours élevé du coton et un cours relativement faible du pétrole. Ces hypothèses se fondaient sur une reprise de l'activité économique mondiale qui passerait en 2003 à 3,0%, après le ralentissement à 2,6% enregistré en 2002, suite aux attentats du 11 septembre 2001. En 2004, il était supposé que l'activité économique mondiale deviendrait plus vigoureuse avec un taux de croissance de 3,4% en

liaison avec la reconstruction de l'Irak et la fin des incertitudes occasionnées par les perspectives de la guerre.

Tableau 6 : Hypothèses et résumé des projections de 2002 à 2004

	2002	2003	2004
Environnement international			
Cours du coton (en FCFA)	584	675	729
Cours du Dollar (en FCFA)	694	656	656
Pétrole (\$/baril)	22	26	25
Hypothèses budgétaires			
PIB réel (en %)	5,3	5,8	6,8
Indice des prix à la consommation (%)	2,5	2,8	2,0
Dépenses d'investissement public en % du PIB	5,1	9,9	10,4
Accroissement de la masse salariale en %	13,8	6,9	5,1
Accroissement des pensions et bourses en %	4,9	13,3	1,2
Accroissement des autres dépenses courantes (%)	12,3	-1,3	3,0
Pression fiscale (en % du PIB)	14,5	14,8	14,6
PIB courant (milliards F CFA) ⁴	1866,7	2036,9	2240,6

Source: DAEP/ DGE/ MFE

Malheureusement, le dollar a connu en 2003, une chute notable de son cours, il en est de même pour le coton qui constitue le principal produit d'exportation. Dans le même temps, le pétrole a enregistré une flambée de son cours sur le marché international.

Tableau 7 : Résultats des projections en 2003

	2002	2003	2004
Recettes totales	318,2	347,3	380,1
Dont recettes Fiscales	282,5	317,2	340,5
<i>Douanes</i>	145,9	173,2	185,3
<i>Impôts</i>	136,6	144,0	155,2
Dépenses totales	357,9	472,0	508,3
dont Investissement public	95,8	202,1	232,1
Exportations		314,2	346
Importations		440,5	468,7

Source: DAEP/ DGE/ MFE

⁴ Le niveau du PIB est celui contenu dans le DSRP

Comme on peut le constater, les projections réalisées envisageaient une amélioration de la plupart des indicateurs macroéconomiques. Cependant, des écarts ont été constatés entre les prévisions et les réalisations en 2003 et 2004.

Tableau 8: Taux de variation des cours réels suivant les hypothèses de projection

<i>variations</i>	2003	2004
Cours du Dollar (en FCFA)	-19,5	-17,9
Cours du coton (en FCFA)	-13,6	-20,0
Cours du Pétrole (\$/baril)	10,8	50,8

Source: DAEP/DGE/MFE

Cette conjoncture économique a eu des répercussions sur les indicateurs macroéconomiques de 2003 et 2004.

Tableau 9 : Les réalisations macroéconomiques en 2003 et 2004

	2002	2003	2004
PIB réel (en %)	4,5	3,9	3,4
PIB courant (milliards F CFA)	1 956,80	2 067,40	2 144,70
Indice des prix à la consommation (%)	0,5	-1,6	5,4
Cours du coton (en FCFA)	624,9	664,2	844,6
Cours du Dollar (en FCFA)	697	581,2	528
Pétrole (\$/baril)	24,9	28,8	37,7
Recettes totales (milliards)	318,2	342,9	351,7
Dont recettes Fiscales	282,5	307,2	311,4
Douanes		159,2	155,5
Impôts		148	155,9
Dépenses totales	357,9	436,4	446,5
Investissement public	46,6	71,4	67
Excédent/Déficit (base engagement en % du PIB)	-2,0	-4,5	-4,5
Exportations	312,2	314,3	301,4
Importations	473,1	475,7	424
Pression fiscale (en % du PIB)	14,4	14,9	14,5

Source: DAEP/DGE/MFE

Tableau 10 : Ecart entre les réalisations et les prévisions

	2003	2004
PIB réel (en %)	-1,9	-3,5
PIB courant (milliards F CFA)	30,5	-95,9
Indice des prix à la consommation (%)	-4,4	3,4
Recettes totales (%)	-1,3	-7,5
Dont recettes Fiscales (%)	-3,2	-8,5
Douanes	-8,1	-15,9
Impôts	2,8	0,2
Dépenses totales(%)	-7,5	-12,2
Investissement public	28,4	-36,2
Exportations	0,0	-11,8
Importations	8,0	-9,5
Pression fiscale (en % du PIB)	0,10	-0,10

Source: DAEP/DGE/MFE

II.2 Impact sur la production

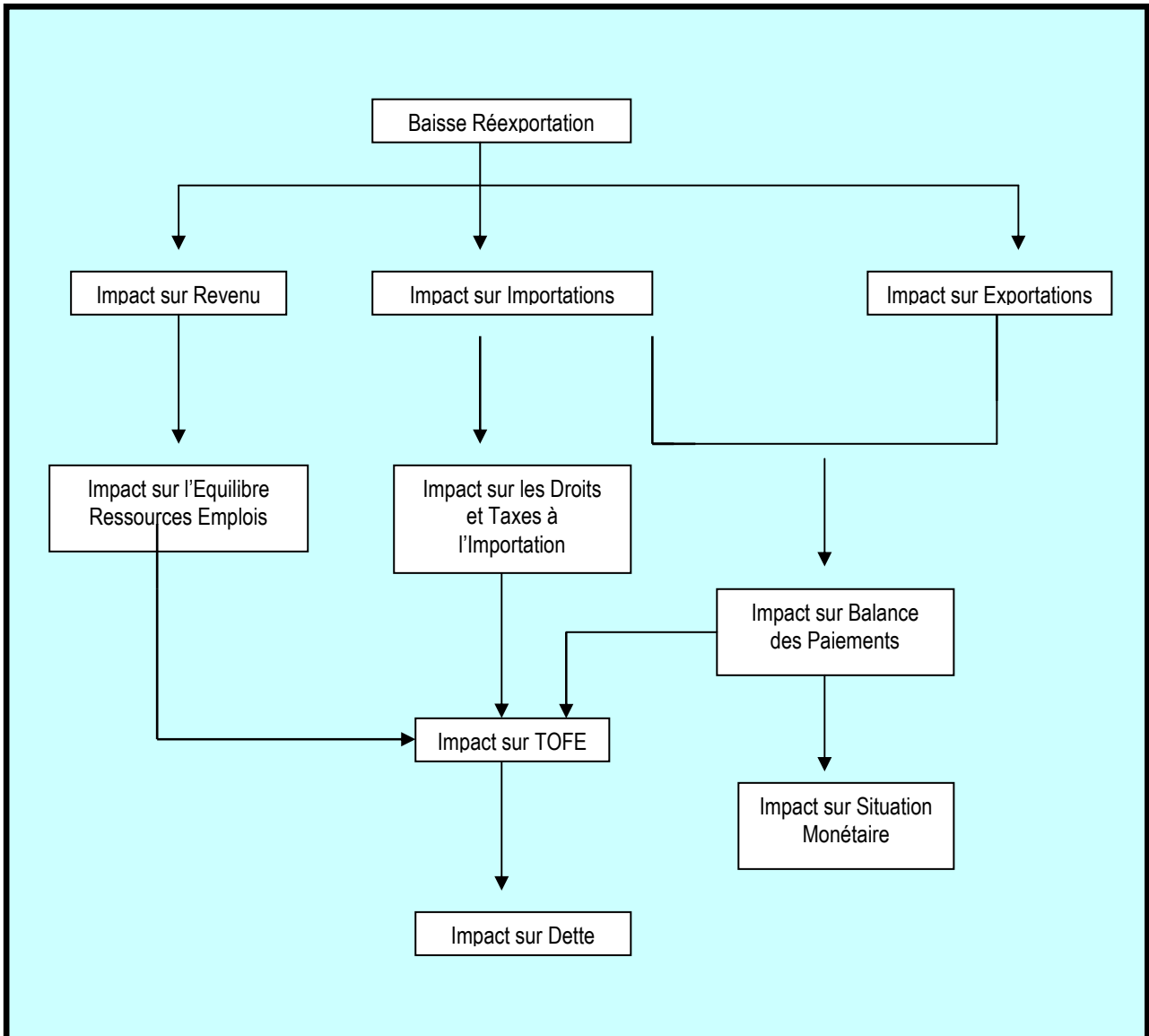
La montée des cours du pétrole a conduit à l'augmentation des coûts des consommations intermédiaires du secteur "Eau, gaz, et électricité". Ce secteur a enregistré une hausse de 3,5% en 2003 et de 14,7% en 2004 de ses consommations intermédiaires. Compte tenu du caractère primordial de ce secteur dans l'économie (éclairage domestique et fonctionnement des industries), la hausse du prix mondial du pétrole ne saurait engendrer systématiquement une compression de la demande en consommations intermédiaires liées au pétrole. Les consommations intermédiaires revenant plus chères dans ce secteur, la valeur ajoutée du secteur "Eau, gaz et Electricité" a enregistré une contraction de 0,7% en 2003 et de 2,6% en 2004. Dans le même temps, la production du coton en a pâti de 1,4% en 2003 avec la chute du cours du coton. En conséquence, le taux de croissance de l'économie a perdu 0,6 point en 2003 et en 2004. En terme d'efficacité, les écarts entre les réalisations et les prévisions s'établissaient à 1,9 point en 2003 et à 3,9 points en 2004.

II.3 Impact sur le secteur extérieur

Avec la baisse du cours du dollar, le taux de change réel devrait s'améliorer, ce qui a encouragé les importations devenues moins chères. De même, la hausse du cours du pétrole a entraîné une augmentation de la valeur des importations, qui est passée à 8% en 2003 avant de fléchir de 9,5% en 2004 par rapport aux prévisions. Par contre, les exportations ne

sont pas stimulées du fait de la baisse des recettes y afférentes. Les exportations étaient restées pratiquement stables en 2003, mais elles ont enregistré une baisse de 11,8% en 2004, corrélativement avec la chute des réexportations en direction du Nigeria. Ces évolutions contrariées des importations et des exportations ont creusé davantage le solde de la balance des paiements, notamment le solde commercial qui est passé de -160 en 2003 à -161,4 milliards en 2004.

Graphique 10: Les canaux de transmission de la baisse de la réexportation sur l'économie



II.4 Impact sur les finances publiques

Du côté des finances publiques, les mesures de restrictions économiques prises par le Nigeria couplées au renforcement du contrôle aux frontières et à la répression de la fraude ont infligé une baisse aux recettes fiscales de l'Etat. Ainsi, les réalisations sont inscrites

respectivement à -3,2% et -8,5% en 2003 et 2004 par rapport aux prévisions au titre des recettes fiscales de l'Etat. Cette contre performance provenait en grande partie de la régie douanière qui a subi un taux de réalisation de moins de 8,1% et 15,9% respectivement en 2003 et en 2004.

La baisse du dollar allégeait la dette publique extérieure libellée en dollar américain et réduisait le déficit budgétaire de l'Etat. Parallèlement les efforts de subvention de l'Etat pour soutenir les prix aux producteurs de coton inhibent le gain de solde budgétaire attendu de la chute du dollar au titre du remboursement de la dette.

Il faut cependant souligner que le choc en provenance du Nigeria a été le plus perceptible ces dernières années du fait de son incidence réel sur les recettes fiscales du pays.

Encadré 4: Trois (03) étapes pour les activités de réexportation clandestine vers le Nigeria

On peut distinguer trois étape-types pour les activités de réexportation clandestine vers le Nigeria.

La première est l'importation au Port de Cotonou. Le transitaire déclare sa marchandise en régime de mise à la consommation, ce qui lui permet de la dédouaner comme si elle était destinée au marché béninois.

La deuxième étape consiste à acheminer la marchandise vers la frontière. La tâche en revient aux intermédiaires ou aux opérateurs nigériens eux-mêmes, qui ont acheté la marchandise et qui la transportent. En attendant de passer au Nigeria les cargaisons sont entreposées dans les multiples aires de stockage situées dans les villages béninois frontaliers.

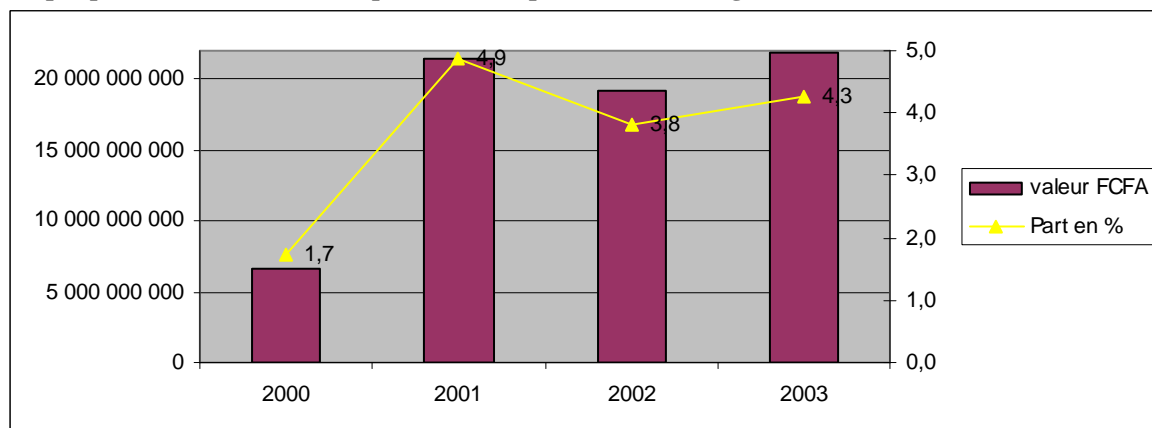
Le franchissement effectif de la frontière est l'étape la plus sensible (la troisième étape) car illégale, les opérateurs évitant de passer par les postes douaniers. Les voies empruntées sont la mer, les pistes rurales ou les pistes de brousse, de préférence la nuit. Par voie maritime, l'exercice est facilité par le relief du sud du Bénin, notamment la fameuse dépression d'Iguidi. Cette dépression où coule le fleuve Ouémé est dotée d'une multitude de petits canaux marécageux et ombragés facilitant la circulation des pirogues sans que les contrebandiers soient inquiétés. Les possibilités de contrôle sont d'autant plus difficiles pour les deux Etats que ces derniers ne possèdent pas suffisamment d'effectifs policiers et d'équipement de police maritime pour pouvoir arraisonner ces embarcations. Lorsque des arrestations sont faites, les voies concernées ne sont plus empruntées par les passeurs, d'autres se reconstituent aussitôt ailleurs. En septembre 2001, 50000 litres de carburant passés en fraude dans le département de l'Ouémé ont été saisis par la douane béninoise ce qui témoigne de l'importance que doivent revêtir les trafics réels.

Une fois au Nigeria, les marchandises sont transportées vers les centres urbains, Lagos en tête. Chaque marché de la capitale est spécialisé selon les trafics. A titre d'exemple les voitures se retrouvent à Apapa.

Source : Marchés Tropicaux, 1^{er} novembre 2002

Selon les données de l'INSAE, les importations officielles du Bénin en provenance du Nigeria représentent environ 5% des importations totales sur la période 2000-2003. Ces importations sont pour la plupart des produits de consommation finale donc taxés à 20% suivant la catégorisation TEC de l'UEMOA.

Graphique 11 : Evolution des importations en provenance du Nigeria



Avec ces parts, le Nigeria représente le septième fournisseur du Bénin dans la structure des importations par pays partenaires. Il s'agit principalement des produits d'habillement (tissus imprimés, bijoux), des produits pétroliers, des matériels électriques, des pièces détachées.

Il faut reconnaître que ces statistiques ne prennent pas en compte le poids des importations informelles en provenance du Nigeria. En effet, selon les estimations de l'INSAE, sur la période 1999-2000, le Nigeria représente en moyenne 95% des flux informels dans les échanges commerciaux avec le Bénin.

CHAPITRE 2 : PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE BENINOISE SUR LA PERIODE 2005-2007

La définition de politique économique doit s'inspirer des tendances passées et futures de l'économie nationale sur le court et le moyen terme. Sur la base du Modèle de Simulation et d'Analyse de Reformes Economiques (MOSARE), le présent chapitre analyse l'évolution à court terme de l'économie nationale en considérant l'impact des fluctuations de la conjoncture internationale et sous régionale. Cette analyse est fondée sur des hypothèses regroupées en deux scénarii dont le deuxième se veut plus optimiste que le premier.

Le chapitre s'articule autour de deux sections. La première section s'intéresse à la présentation des hypothèses et des résultats des simulations. La deuxième section met en exergue les différents canaux par lesquels les éléments de la conjoncture internationale se répercutent sur l'économie nationale.

I. Scénario1

I.1 Hypothèses du scénario 1

Ce scénario envisage :

- une remontée des cours du dollar américain en liaison avec la baisse des performances dans la zone euro ;
- une remontée du cours de la naira concomitamment avec l'évolution du dollar ;
- la volatilité et la fermeté du prix du pétrole en 2005 suivies d'une baisse relative dès le second semestre de l'année 2006 ;
- une baisse des cours du coton en 2005 et leur stabilisation à partir de 2006 du fait des subventions aux producteurs de coton dans les pays occidentaux et de la baisse de la demande chinoise ainsi que de la concurrence des produits synthétiques ;
- une remontée des cours du riz en raison de la mauvaise récolte dans les pays asiatiques et de l'augmentation de la demande en Chine et en Afrique ;

- le renchérissement du prix de l'huile de palme en 2005 en liaison avec l'affermissement de la demande du Pakistan et du Nigeria, suivi d'une baisse en 2006 et une remontée en 2007 ;
- le statut quo dans l'évolution des relations entre le Bénin et le Nigeria par le maintien des mesures restrictives à l'encontre des produits d'exportation et de réexportation du Bénin

Tableau 11 : Résumé des principales hypothèses

Eléments de conjoncture internationale	Valeur en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Cours du coton (en FCFA/kg)	844,6	-30,9	0,0	0,0
Cours du Dollar (en FCFA)	528,0	1,5	1,5	3,5
Pétrole (\$/baril)	37,7	45,8	-15,0	-25,0
Cours de la Naira (marché parallèle)	3,9	1,5	1,5	3,5
Riz(\$/tonne)	580,6	32,0	5,0	15,0
Produits du palmier (\$/tonne)	420,0	4,5	-54,0	58,0

Source : Tendances inspirées de la « Lettre mensuelle de conjoncture » du Centre d'Observation Economique et du Comité Consultatif International du Coton

Ces postulats sont renforcés par l'évolution des affaires, les opinions des opérateurs économiques et les données issues des différentes enquêtes de conjoncture tant de la Direction de l'Analyse Economique et de la Prévision (DAEP) de la Direction Générale de l'Economie (DGE) que de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ainsi que des notes d'information émanant de la Direction Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

En ce qui concerne les transactions entre le Bénin et le Nigeria, il faut noter que le Nigeria en 2004, a durci sa position en portant à 44 la liste des produits frappés d'interdiction, qui était initialement à 29. Les entreprises et les secteurs touchés par cette mesure sont essentiellement des entreprises agro-industrielles, des industries textiles et des huiliers résidents

Encadré 5: Liste des Sociétés agréées à exporter vers le Nigeria

Les Compagnies ou Sociétés béninoises ci-après énumérées sont autorisées à exporter librement sur le Nigeria leurs produits par les couloirs d'expédition terrestre retenus ci-après :

- i) Sèmè-Kraké,
- ii) Igolo-Idiroko,
- iii) Nikki (Tchikandu-Tchikanda).

Encadré 5: Liste des Sociétés agréées à exporter vers le Nigeria (suite)

Il s'agit de :

COMPAGNIES OU SOCIETES	PRODUITS
COMPLEXE TEXTILE DU BENIN (COTEB)	Tissus, draps et serviettes
SOCIETE DES HUILLERIES DU BENIN (SHB SA)	Huiles de coton et tourteaux
FLUDOR BENIN	Huiles de coton et tourteaux
SOCIETE BENINOISE DES TEXTILES	Tissus imprimés
COMPAGNIES OLEAGINEUX D'AGONVY (CODA-BENIN)	Huiles de palme et de palmistes

Source : extrait du communiqué final relatif à la facilitation des échanges de produits commerciaux entre le Bénin et le Nigeria signé à Krake le 28 mai 2005 dans le cadre du document cadre du comité conjoint Bénin -Nigeria

Le Modèle de Simulation et d'Analyse des Réformes Economiques (MOSARE), sur la base des hypothèses retenues dans ce scénario permet d'aboutir aux résultats.

II.1.2 Résultats du Scénario1

Les principaux résultats des simulations montrent :

1. une baisse de la croissance de 0,3 point en 2005 , une reprise de 1 point en 2006 suivie d'une baisse de 1,1 point en 2007 ;
2. une baisse du niveau de l'inflation de 2,3 points en 2005 par rapport à son niveau de 2004 avant de retrouver une tendance haussière en 2006 et une baisse en 2007 ;
3. la pression fiscale s'inscrivant en hausse de 0,7 point en 2005 avant de fléchir régulièrement à partir de 2006.

Tableau 12 : Résumé des prévisions sur le PIB et les Opérations Financières de l'Etat

Indicateurs	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
PIB réel (en %)	3,3	-0,3	1,0	-1,1
Indice des prix à la consommation (%)	5,4	-2,3	3,9	-5,1
Dépenses d'investissement public en % du PIB	6,9	0,2	-0,4	-0,2
Accroissement de la masse salariale en %	14,8	-6,0	-2,0	-4,6
Accroissement des pensions et bourses en %	4,2	3,7	-5,0	0,1
Accroissement des autres dépenses courantes en %	5,1	13,0	-15,8	1,4
Pression fiscale (en % du PIB)	14,5	0,7	-0,7	-0,3

Source : Calculs des auteurs sur la base des données de l'INSAE, la BCEAO et du MFE

De façon générale, les résultats de ce scénario sont caractérisés par des prévisions baissières des principaux indicateurs susmentionnés. Ceci montre la sensibilité de l'économie béninoise face à la dégradation de la conjoncture internationale.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les simulations donnent les résultats suivants :

1. les exportations qui ont enclenché une baisse depuis 2004, conservent la tendance baissière en 2005. On s'attend à une reprise à partir de 2006.
2. les importations qui ont connu une baisse en 2004 due entre autres à la dégradation des relations commerciales avec le Grand Voisin de l'Est, connaîtront une hausse en 2005 en faveur des produits non sujets à la réexportation. Il faut rappeler que le scénario¹ envisage le statu quo dans l'évolution des relations avec le Nigeria. Cette hausse pourrait s'expliquer par une adaptation des opérateurs économiques aux nouvelles données en matière de relations commerciales.
3. le déficit commercial se creusera en 2005 et 2007 avec une amélioration en 2006.
4. la balance courante et le solde global suivent la même tendance que la balance commerciale.

Tableau 13 : Résumé des prévisions sur le Commerce Extérieur

Balance des paiements,	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Exportations de biens FAB	301,4	-3	6	5
Importations de biens FAB	424,0	9	-4	9
Balance commerciale	-122,6	37	-21	18
Balance courante	-105,2	45,0	-23,8	33,6
Solde global	-37,7	159	-23	36

Source : *Calculs des auteurs sur la base des données de l'INSAE, la BCEAO et du MFE*

Globalement, ce scénario indique des tendances basses considérables au niveau du commerce extérieur. La détérioration importante du solde global en 2005 est due principalement au solde courant de la balance des paiements.

En ce qui concerne la situation monétaire intégrée, elle montre une diminution des avoirs extérieurs nets sur toute la période d'étude. Ceci concorde avec la détérioration du commerce extérieur que prévoit ce scénario. Les informations concernant la situation monétaire intégrée sont consignées dans le tableau ci-après.

Tableau 14 : Situation Monétaire Intégrée

Indicateurs	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Avoirs extérieurs nets	236,6	-39,5	-49,5	-136,0
Crédit intérieur	213,2	21,4	15,8	9,1
dont PNG	-98,8	-14,6	-7,8	13,5
Masse monétaire	449,8	-10,7	-7,4	-19,1

Source : *Calculs des auteurs sur la base des données de la BCEAO*

Aux déconvenues sur l'économie nationale antérieurement évoquées, il faudrait ajouter les pertes de recettes consécutives à la contraction du commerce de réexportation et des opérations de transit vers les pays limitrophes.

II. Présentation des hypothèses et analyse des résultats du Scénario 2

Ce scénario décrit l'économie béninoise sur un sentier de croissance régulière entre 2005 et 2007. Au cours de la période, l'économie amorcera une reprise de l'activité dopée par la remontée des cours du dollar face à l'euro et la baisse du prix du pétrole notamment. Ainsi, contrastant avec la morosité de ces deux dernières années, ce scénario affiche un optimisme fondé sur les accords en cours de négociation avec le Nigeria portant sur les exportations des produits « Made in Bénin » vers ce pays. Les hypothèses de ce scénario se présentent comme suit :

II.1 Hypothèses du scénario 2

- une baisse des cours du coton en 2005 suivie d'une stabilisation en 2006 avant de retrouver la tendance baissière en 2007 ; et ce, en raison des perspectives d'une décélération de la demande mondiale de matières industrielles et de l'évolution des tendances antérieures ;
- une reprise timide du taux de change euro/dollar (cotation à l'incertain) à partir de 2005 comme dans le scénario1 ;
- Une remontée des cours de la naira liée à la remontée du dollar américain.

- une baisse progressive des cours du pétrole par rapport à leur niveau de 2005 compte tenu d'une certaine flexibilité de l'offre de pétrole à l'horizon fin 2005 et d'un ralentissement de la demande mondiale ;
- une hausse légère des cours du riz du fait de la réaction de la chine face à la mauvaise récolte dans les principaux pays producteurs;
- le prix de l'huile de palme reste sans changement par rapport à son niveau dans le scénario 1 ;
- l'amélioration des relations commerciales bénino-nigérianes.

Ces différentes hypothèses sont résumées dans le tableau ci-contre

Tableau 15: Résumé des hypothèses du scénario 2

Principales hypothèses	Réalizations 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Cours du coton (en FCFA/Kg)	844,6	-30,9	0,0	-2,3
Cours du Dollar (en FCFA)	528,0	1,5	2,0	0,0
Pétrole (\$/baril)	37,7	45,8	-20,0	-25,0
Cours de la Naira (marché parallèle)	3,9	1,5	2,0	0,0
Riz (\$/tonne)	580,6	3,5	1,0	1,0
Produits du palmier (\$/tonne)	420,0	4,5	0,0	0,0

Source : Tendances inspirées de la « Lettre mensuelle de conjoncture » (mai 2004) du Centre d'Observation Economique et du Comité Consultatif International du Coton

L'implémentation de ces différentes hypothèses dans le Modèle de Simulation et d'Analyse des Réformes Economiques permet d'obtenir les résultats suivants :

II.2 Résultats du scénario2

Les principaux résultats des simulations montrent :

- une hausse de 1,7 point du PIB réel en 2005 puis une tendance baissière à partir de 2006 ;
- Une baisse du niveau d'inflation en 2005 et 2007 avec une hausse en 2006 ;
- Une hausse de la pression fiscale qui suit la même tendance que le niveau d'inflation.

Tableau 16: Résumé des principales prévisions du scénario 2 sur le PIB et les Opérations Financières de l'Etat

Principaux indicateurs	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
PIB réel (en %)	3,3	1,7	-0,9	-0,7
Indice des prix à la consommation (%)	5,4	-3,8	4,9	-5,6
Dépenses d'investissement public en % du PIB	6,9	0,2	-0,4	-0,2
Accroissement de la masse salariale en %	14,8	-6,0	-2,0	-4,6
Accroissement des pensions et bourses en %	4,2	3,7	-5,0	0,1
Accroissement des autres dépenses courantes en %	5,1	13,0	-15,8	1,4
Pression fiscale (en % du PIB)	14,5	1,8	-1,0	-0,3

Source : *Calculs des auteurs sur la base des données de l'INSAE, la BCEAO et du MFE*

En ce qui concerne le secteur extérieur, ce scénario montre une augmentation des exportations sur toute la période d'étude. Les importations augmentent quant à elles plus rapidement que les exportations avec un fléchissement en 2005. Ceci provoque une détérioration de la balance commerciale en 2005 et 2007 avec une amélioration notable en 2006. La balance courante et le solde global suivent la même tendance. Les résultats des simulations sont inscrits dans le tableau ci-après :

Tableau 17: Résumé des prévisions sur le commerce extérieur

Indicateurs	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Exportations de biens (FAB)	301,4	16,78%	5,05%	4,43%
Importations de biens (FAB)	424,0	22%	-6%	22%
Balance commerciale	-122,6	34%	-30%	22%
Balance courante	-108,9	51%	-32%	37%
Solde global	-33,7	195,3	-36,9	44,1

Source : *Calculs des auteurs sur la base des données de l'INSAE, la BCEAO et du MFE*

En ce qui concerne la situation monétaire intégrée, les résultats des simulations montrent des sorties nettes de devises (Avoirs Extérieurs Nets) sur toute la période d'étude. Ceci concorde avec le déficit du solde global sur la période d'analyse. Les résultats des simulations sont inscrits dans le tableau ci-après:

Tableau 18: Situation Monétaire Intégrée

Indicateurs	Réalizations en 2004	Evolution (en %)		
		2005	2006	2007
Avoirs Extérieurs Nets	236,6	-42,1	-45,8	-121,8
Crédit intérieur	213,2	21,4	15,8	9,1
dont PNG	-98,8	-14,6	-7,8	13,5
Masse monétaire	449,8	-12,0	-5,5	-16,9

Source : *Calculs des auteurs sur la base des données de la BCEAO*

Il faut souligner que l'hypothèse de l'amélioration des relations commerciales bénino-nigériennes envisagée dans le scénario 2 pourrait être renforcée par la signature d'un accord entre les deux pays qui permettrait à certaines unités de production résidentes d'écouler tout ou partie de leur production sur le marché nigérian. Ceci devrait engranger un flux plus important de ressources à l'économie nationale.

Encadré 6: Le commerce entre le Bénin et le Nigeria repose sur les activités de réexportation

Plus du tiers du PIB béninois provient du secteur tertiaire dont les deux mamelles sont le commerce et le transit. La part du secteur informel non seulement reste prépondérante, mais tend à se développer.

Pour installer sa croissance, le Bénin doit résoudre un paradoxe. Ce pays est membre l'UEMOA, dont l'objectif est de «contrebalancer le poids du Nigeria dans la sous région» en facilitant le développement du tissu industriel et en promouvant les échanges intracommunautaires. Mais l'économie béninoise, qui participe peu aux échanges intracommunautaires, est fondée sur le commerce et organisée autour du Nigeria, son puissant voisin, certes un marché de 120 millions d'habitants mais dont il est désormais séparé - en théorie- par une barrière tarifaire. En réalité, comme par le passé, une quantité importante des produits importés par le Nigeria continue de transiter officiellement par le Port de Cotonou, tandis que d'autres sont réexportés, moins officiellement depuis le Bénin. Si l'on tient compte du seul secteur formel, le Nigeria occupe la 3ème place parmi les clients du Bénin, avec un volume d'achats moyens annuels 14,3 milliards de FCFA sur la période 1992/1998. La moyenne des importations officielles de produits nigériens, soit 3,3 milliards de FCFA, porte essentiellement sur des produits pétroliers.

D'un côté, l'UEMOA prône l'échange de produits de la sous région, de l'autre, le Bénin tire profit du commerce de réexportation, lequel consiste à faire entrer au Nigeria, en fraude par les circuits informels, des produits européens ou asiatiques importés via le port de Cotonou. Cette activité repose essentiellement sur les prohibitions à l'importation ou les forts droits de douane en vigueur au Nigeria. Qu'advient-il le jour où le Nigeria libéralisera ses importations? Si l'on prend l'exemple du riz, les volumes d'importation par Cotonou ont chuté de 50% entre 1995 et 1998, et augmenté de 1900% du côté nigérian après que le Nigeria en a libéralisé l'importation et baissé les droits de douane sur ce produit (les volumes passant de 23242 t en 1995 à 465834 t en 1998).

De son côté, le Bénin importe des produits pétroliers, des produits fabriqués au Nigeria, « des produits asiatiques importés en masse », destinés à une population à faible pouvoir d'achat. Pour cette raison les arguments en faveur du TEC mettent en avant que le TEC en taxant fortement les produits finis, plus que les intrants et les matières premières, donne l'opportunité aux industriels béninois de concurrencer des produits similaires importés et permet ainsi de réallouer des ressources du secteur commercial de réexportation vers le secteur productif. D'une certaine manière, le Bénin est pris entre le marteau et l'enclume : l'UEMOA d'un coté et le Nigeria de l'autre. Une étude du LARES (Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale, Cotonou) sur l'incidence du TEC sur le commerce bénino-nigérian souligne que « la remise en cause de ces organisations commerciales informelles très structurées dans le but d'établir une intégration régionale qui ne sert pas ou très peu les intérêts du Bénin est une menace à la fois pour les acteurs de ce commerce mais aussi pour les consommateurs qui voient leur pouvoir d'achat s'amenuiser ». La solution préconisée par la Direction de la Concurrence et du Commerce extérieur du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la promotion de l'Emploi consiste à organiser le secteur informel et à mieux s'informer sur les produits existants disponibles dans la sous région et sur le marché international afin de diversifier les sources d'approvisionnement et diminuer les prix de revient des produits importés.

Source : Marchés Tropicaux, 1^{er} novembre 2002

Considérant un tel accord, il s'agit à présent d'analyser le meilleur comportement à tenir par les parties en présence, en particulier, la partie béninoise. Cette analyse est faite sur la base d'un jeu simple décrit par la matrice suivante :

	BENIN	
NIGERIA	Bon joueur	Mauvais joueur
Bon joueur	(1,1)	(1,0)
Mauvais joueur	(0,1)	(0,0)

Ainsi, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire, au cas où les deux parties respecteraient les différents protocoles d'accord les liant, la reprise de l'activité et de la croissance serait garantie. En effet, dans ce format de jeu simple ; il apparaît que l'intérêt des deux parties résiderait dans le respect de la norme sinon seul le bon joueur (celui qui respecte les accords) est gagnant hormis le cas où les deux bluffent et jouent tous faux.

Toutefois, vu que l'influence de l'économie Nigériane sur le cycle des affaires au Bénin est permanente et sujette aux ambitions politiques et économiques propres à ce pays, et que quelles que soient les conjectures, les produits nigériens sont plus abondants sur le territoire béninois que les denrées d'origine béninoise au Nigeria, les choix de politique économique au Bénin devraient être comme dans un jeu de négociation dynamique.

Les actions à entreprendre par pays sont alors, comme précédemment, de deux ordres : "Etre bon joueur" ou "Etre mauvais joueur". Dans le premier cas, l'on évolue dans le strict respect des règles du jeu alors que dans le second cas, c'est le contraire. Tout est ainsi lié à la prime du risque fondé sur l'intérêt psychologique de chaque joueur.

La fonction de gain est ainsi dépendante de l'action et du type de stratégie appliquée. Les types ou stratégies sont fondées sur les anticipations de jeu de chaque acteur quant à l'action de son vis-à-vis. Ainsi, en supposant que bon an mal an, le Nigeria qu'il soit "bon joueur" ou "mauvais joueur" a un avantage certain sur le Bénin et mène donc le bal des échanges entre les deux pays, et que les potentialités de gain sont de 3 pour le Nigeria et 1 pour le Bénin dans le meilleur des cas et de 1 contre 0 voire contre -1 dans le cas inverse, et que celles-ci sont fonction des croyances de réalisation à elles attachées, l'arbre de choix décisionnel se présenterait comme suit.

BENIN	NIGERIA		Croyances (ou probabilité)	Espérance de gain
	Bon joueur	Mauvais joueur		
<i>Bon joueur</i>	(1,3)	(1,1)	p	$q+(1-q)=1$
<i>Mauvais joueur</i>	(-1,1)	(0,1)	$1 - p$	$-q < 0$
Croyances (ou probabilité)	q	$1-q$		
Espérance de gain	$3p+(1-p)= 2p+1$	$p+(1-p)= 1$		

Il apparaît que l'optimum de gains certains pour tous les acteurs découle du respect des règles de jeu. D'où l'intérêt pour le Bénin de tenter par l'application des règles préétablies de faire converger toutes les économies de la sous région et le Nigeria en particulier, vers l'observance des normes communautaires. Du fait que les gains sont subordonnés à l'honnêteté de chaque joueur, en l'occurrence, le Bénin gagnerait sur tous les plans. **Le renforcement de la diplomatie et de la capacité des négociateurs s'impose. De même, la mise en place d'une cellule de veille économique pour prévenir des anticipations négatives du Nigeria s'avère nécessaire.**

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Eu égard aux développements sur l'état actuel de l'économie nationale, il ressort que celle-ci après avoir connu une croissance relativement vigoureuse sur une dizaine d'années est rentrée dans une phase de décélération depuis 2002. Cette situation provient pour l'essentiel de la sensibilité relativement forte de l'économie aux chocs exogènes ci-après :

- la conjoncture sous-régionale, notamment les mesures restrictives prises par le Nigeria à l'encontre des produits en provenance du Bénin;
- la conjoncture internationale à travers la baisse des cours du dollar et du coton et la hausse du cours du pétrole.

Ainsi, en vue de réduire l'impact de ces chocs exogènes sur les agrégats macroéconomiques et financiers et d'assurer une réduction régulière de la pauvreté monétaire et non monétaire, la présente étude recommande que le Gouvernement prenne des mesures hardies qui engagent un certain nombre de réformes au nombre desquelles :

1. les mesures visant à l'amélioration des relations commerciales avec le Nigeria

De manière générale, les mesures de prohibition prises par le Nigeria à l'endroit des produits faisant l'objet de réexportation vers ce pays, couplées au renforcement du contrôle le long des frontières et à la répression de la fraude ont pesé négativement sur les recettes fiscales et sur le déroulement des activités économiques au Bénin depuis le dernier trimestre 2003. Par conséquent, le Bénin se doit d'engager une action diplomatique plus forte pour l'élaboration et le respect d'un pacte économique avec le Nigeria. L'objectif de ce pacte est d'assurer une sécurité et une prévisibilité dans les relations commerciales avec ce pays. **La mise en œuvre de cette action aura pour effet d'accroître la confiance des opérateurs économiques et assurerait une densification des activités économiques sur une longue période.** Aussi, ce pacte se doit-il de viser les intérêts des deux pays et assurer une sauvegarde des avantages vitaux attendus par les populations à la base.

En somme, la résorption des crises avec le Nigeria qui affecte dangereusement l'équilibre budgétaire du Bénin et sa santé économique nécessite une action diplomatique plus dynamique pour une sécurisation et une prévisibilité des relations commerciales.

2. les mesures visant à encourager les opérateurs économiques des pays de l'hinterland à choisir le Port de Cotonou

Les actions à envisager visent essentiellement à baisser les coûts au Port de Cotonou, à accroître les avantages comparatifs du Port et assurer la sécurité des biens et des personnes sur les axes routiers inter-Etats. En effet, la décision d'un opérateur économique de transiter par le Port d'un pays vise essentiellement la rentabilité de ses affaires. Par conséquent, les opérateurs économiques cherchent à minimiser les charges tout en recherchant le chemin le plus rentable. Il s'impose d'accroître l'attrait du pays par des mesures hardies visant à obtenir des prestations de services de qualité au Port de Cotonou et ceci à coût concurrentiel et dans un délai raisonnable. Le Guichet Unique du port devra être audité régulièrement pour la vérification des promesses de services aux opérateurs économiques. Aussi, faudrait-il renforcer les mesures de sécurité au sein de cette unité pour annihiler les risques de pertes des biens. Il s'agit d'un facteur déterminant et capital pour accroître l'attrait du Port de Cotonou.

Les axes routiers inter-Etats devront également être davantage sécurisés pour mettre un terme au rançonnement et au vol dont sont victimes parfois les opérateurs économiques de l'hinterland. De telles mesures sont à combiner à celles du Port pour que la baisse des coûts au Port puisse atteindre les objectifs escomptés.

3. Mesures visant à assurer la diversification de l'économie

Compte tenu de la sensibilité de l'économie béninoise face aux fluctuations du cours du dollar et du coton, des actions devront être engagées pour sortir le pays de sa forte dépendance du coton.

Le coton a pris un véritable essor au Bénin depuis 1980 et s'est imposé dès lors, pour devenir la première production d'exportation du pays. Cette situation résulte d'une politique d'incitation mise en place par les gouvernements qui se sont succédés pour utiliser cette culture pour résorber le problème de paupérisation de la pauvreté monétaire en milieu rural. La mesure visant à rompre la forte dépendance vis-à-vis du coton devra passer par la promotion de nouvelles filières avec la mise en place d'une politique incitative pouvant conduire au résultat enregistré dans le cas du coton. La promotion des filières ananas, manioc, anacarde, maraîchère (tomate, oignon, piment...), avicole, aulacode et halieutique mérite d'être engagée et gérée rigoureusement pour assurer le positionnement continu de l'économie au-dessus du seuil de croissance de 5%. Il importe d'instruire le

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche à inscrire dans son budget programme, pour les prochains plans triennaux des actions de promotion de filière et à les auditer régulièrement pour un essor réel des secteurs identifiés.

Une stratégie cohérente de promotion des entreprises de transformation et d'exportation des cultures ci-dessus mentionnées devra être mise en place à court et à moyen terme pour assurer la sauvegarde des acquis économiques et sociaux. Ces diverses mesures contribueront à élargir la base économique du pays et aider à amortir les chocs de l'environnement international et régional sur les finances publiques et le climat des affaires.

4. Mesures visant à réduire l'effet de la dépendance énergétique, en particulier vis-à-vis du pétrole

La compétitivité de l'économie tant recherchée ne peut se réaliser que si l'Etat crée les conditions pour réduire les coûts de production des biens et services dans le pays. En effet, les coûts unitaires d'énergie, de communication, etc. sont des paramètres qui influent sur la rentabilité des activités dans un pays. Or le Bénin est quasi dépendante de l'extérieur sur le plan énergétique. Les agents économiques subissent de nos jours au quotidien l'effet des variations du cours du pétrole sur le marché international. Cette situation affecte également l'activité économique et exige que des actions soient engagées pour réduire cette dépendance. Dans ce sens, il est nécessaire que les opérateurs du secteur pétrolier accroissent leur capacité de stockage de sorte à couvrir au moins trois mois de consommation locale. Ceci permettra de résorber les tensions sur les prix de ces produits car ces dernières sont généralement de courtes durées. Il faut aussi inciter les acteurs du secteur à opérer des investissements afin d'accroître le nombre de stations services pour mettre davantage les produits à la pompe à la disposition des consommateurs. Une politique de stabilisation des prix des produits pétroliers et l'installation d'une raffinerie de pétrole pourraient également contribuer à l'augmentation du bien-être des populations et renforcer la capacité de production de l'économie.

5. Mesures visant à identifier les sources alternatives de recettes

Pour réduire l'effet du voisinage avec le Nigeria sur les finances publiques, le Bénin doit accélérer la réforme fiscal-douanière. Cette mutation est indispensable dans le contexte actuel de la politique fiscale du Bénin qui se caractérise par une baisse progressive de la contribution des recettes douanières sujettes aux incertitudes provenant des relations avec le Nigeria et une augmentation des recettes intérieures. La mise en œuvre effective de cette

transition fiscale doit s'appuyer sur la poursuite des réformes en matière de fiscalité intérieure et d'élargissement de l'assiette fiscale en vue d'accroître leur rentabilité.

BIBLIOGRAPHIE

Bernard CAILLAUD « Notes de cours de théorie de jeux », ENSAE 1996

Vincent Joguet « Incidence de la mise en place du TEC UEMOA sur le Commerce bénino-nigérian » ; LARES, octobre 1999

Marchés Tropicaux, 16 juin 2000

Ministère de l'Economie et des Finances, « Etude de l'impact de l'élargissement du TEC à la CEDEAO sur l'économie béninoise », Juillet 2002

Marchés Tropicaux, 1^{er} novembre 2002

Ministère de l'Economie et des Finances « Bilan et Perspectives à court et moyen termes de l'Economie Nationale », édition 2003

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique, « Principaux Indicateurs Socio-Démographiques », décembre 2003

Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche, « introduction à la négociation efficace », septembre 2004

Ministère des Finances et de l'Economie, « La Recherche de sources de recettes alternatives à celles provenant des relations commerciales avec le Nigeria », juillet 2004

**EQUIPE DE REDACTION DU BILAN ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN
TERMES DE L'ECONOMIE NATIONALE**

SUPERVISION

Monsieur ADJOVI G. S. Epiphane, Directeur Général de l'Economie

DIRECTION TECHNIQUE

Madame HOUNGBO Yvette (Ex Directrice de l'Analyse Economique et de la Prévision)

Monsieur MEKPOH Richard François de Paul (Directeur de l'Analyse Economique et de la
Prévision par intérim)

EQUIPE DE REDACTION

AKELE Olivier
GANTIN Philippe
MEDENON Aristide

BALOGOUN Moutairou
IDOHOU Elie
KOUSSIHOUEDE Oswald
YEHOUENOU Constant Charles

MISE EN PAGE

MEDENON Aristide

LECTURE

Cellule Technique d'Appui et Cellule de Veille Economique et Financière
Avec la participation de toute l'équipe de la Direction de l'Analyse Economique et de la
Prévision (DAEP)